

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[2018/206244]

21 DECEMBRE 2018

**Loi portant des dispositions diverses en matière sociale**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications dans le secteur du risque professionnel*

Section 1<sup>re</sup>. — *Petits statuts*

Sous-section 1<sup>re</sup>. — *Modifications de la loi  
du 10 avril 1971 sur les accidents du travail*

**Art. 2.** Dans la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, il est inséré un article 1<sup>er</sup>/1 rédigé comme suit :

"Art. 1<sup>er</sup>/1. La présente loi est également applicable aux personnes qui effectuent un travail dans le cadre d'une formation pour un travail rémunéré, et à leurs employeurs.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la loi n'est pas applicable aux formations qui sont organisées en dehors d'un cadre légal.

Le Roi peut, pour les catégories de personnes qu'Il détermine, désigner la personne considérée comme employeur.

Le Roi détermine les catégories de victimes auxquelles s'applique le régime spécial de l'article 86/1.

Sur avis du comité de gestion des accidents du travail, Fedris publie sur son site la liste des personnes qui effectuent un travail dans le cadre d'une formation pour un travail rémunéré, et de leurs employeurs, qui relèvent du champ d'application de la présente loi.

L'employeur est tenu de se faire immatriculer à l'Office national de sécurité sociale et de faire parvenir à ce dernier une déclaration au moyen d'un procédé électronique approuvé par l'Office."

**Art. 3.** À l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, sont remplacés par ce qui suit :

1<sup>o</sup> aux travailleurs : les personnes assimilées à ceux-ci pour l'application des lois visées à l'article 1<sup>er</sup>, les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>/1 qui effectuent un travail dans le cadre d'une formation pour un travail rémunéré et les personnes auxquelles le Roi a étendu la présente loi en exécution de l'article 3;

2<sup>o</sup> aux employeurs : les personnes qui occupent les personnes visées au 1<sup>o</sup> et les personnes considérées comme employeur en vertu, soit de l'article 1<sup>er</sup>/1, alinéa 3, soit de l'article 3, 1<sup>o</sup>."

**Art. 4.**

Dans l'article 20 de la même loi, l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 5.** À l'article 38 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 12 août 2000, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les termes "un apprenti ou" et "ou que le contrat d'apprentissage de l'apprenti prend fin" sont abrogés et le mot "mineur" est précédé chaque fois par le mot "travailleur";

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Lorsque l'accident entraîne une incapacité permanente de travail ou le décès de la victime et que la rémunération du travailleur mineur était inférieure à la rémunération moyenne des travailleurs majeurs de la catégorie à laquelle la victime aurait appartenu à sa majorité, la rémunération de base est calculée sur cette dernière rémunération moyenne."

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[2018/206244]

21 DECEMBER 2018

**Wet houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in de beroepsrisicosector*

Afdeling 1. — *Kleine statuten*

Onderafdeling 1. — *Wijzigingen  
van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971*

**Art. 2.** In de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 1/1. Deze wet vindt eveneens toepassing op de personen die arbeid verrichten in het kader van een opleiding tot betaalde arbeid, en op hun werkgevers.

In afwijking van het eerste lid is de wet niet van toepassing op de opleidingen die buiten enig wettelijk kader worden ingericht.

De Koning kan, voor de categorieën van personen die Hij bepaalt, de persoon aanduiden die als werkgever wordt beschouwd.

De Koning bepaalt de categorieën van getroffenen waarvoor de bijzondere regeling van artikel 86/1 geldt.

Op advies van het beheerscomité voor de arbeidsongevallen publiceert Fedris de lijst van de personen die arbeid verrichten in het kader van een opleiding tot betaalde arbeid, en van hun werkgevers, die onder het toepassingsgebied van deze wet vallen.

De werkgever moet zich bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid laten inschrijven en aan deze laatste een aangifte door middel van een door deze Rijksdienst goedgekeurde elektronische techniek verrichten."

**Art. 3.** In artikel 5, eerste lid, van dezelfde wet worden de bepalingen onder 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> vervangen als volgt :

1<sup>o</sup> werknemers : de personen die daarmee worden gelijkgesteld voor de toepassing van de in artikel 1 bedoelde wetten, de in artikel 1/1 bedoelde personen die arbeid verrichten in het kader van een opleiding tot betaalde arbeid, en de personen tot wie de Koning de toepassing van onderhavige wet uitbreidt ter uitvoering van artikel 3;

2<sup>o</sup> werkgevers : de personen die de onder 1<sup>o</sup> bedoelde personen te werk stellen en de personen die hetzij krachtens artikel 1/1, derde lid, hetzij krachtens artikel 3, 1<sup>o</sup>, als werkgever worden beschouwd;"

**Art. 4.**

In artikel 20 van dezelfde wet wordt het tweede lid opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 38 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het eerste lid worden de woorden "leerling of" en "of de leerovereenkomst een einde neemt" opgeheven en wordt het woord "minderjarige" telkens aangevuld met het woord "werknemer";

2<sup>o</sup> het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Wanneer het ongeval een blijvende arbeidsongeschiktheid of het overlijden van de getroffene veroorzaakt en het loon van de minderjarige werknemer lager was dan het gemiddeld loon van de meerderjarige werknemers in de categorie waartoe de getroffene bij zijn meerderjarigheid zou behoord hebben, wordt het basisloon berekend op dit laatste gemiddeld loon."

**Art. 6.** Dans la même loi, il est inséré un article 38/1 rédigé comme suit :

“Art. 38/1. Pour les apprentis et les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>/1, sauf les exceptions prévues en vertu de son alinéa 4, la rémunération de base pour le calcul des indemnités d'incapacité temporaire de travail est fixée à 12 fois le revenu minimum mensuel moyen garanti tel que déterminé, au moment de l'accident, par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail pour un travailleur occupé à temps plein âgé d'au moins dix-neuf ans et ayant au moins six mois d'ancienneté dans l'entreprise qui l'occupe.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le salaire de base pour le calcul des indemnités d'incapacité temporaire de travail est fixé au montant minimum établi à l'article 39, alinéa 2, tant que la victime est mineure et que la formation ou le contrat d'apprentissage ne prend pas fin.

Lorsque l'accident cause une incapacité permanente de travail ou le décès de la victime, la rémunération de base pour le calcul des indemnités est fixée à 18 fois le revenu minimum mensuel moyen garanti tel que déterminé au moment de l'accident par convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail pour un travailleur occupé à temps plein âgé d'au moins dix-neuf ans et ayant au moins six mois d'ancienneté dans l'entreprise qui l'occupe.”

**Art. 7.** À l'article 39, alinéa 2, de la même loi, remplacé par la loi du 28 juin 2013, les mots “les apprentis et” sont abrogés.

**Art. 8.** Dans l'article 59quinquies de la même loi, inséré par l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1984 et modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 23 novembre 2017, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2:

“L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux accidents survenus aux personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>/1.”

**Art. 9.** À l'article 80 de la même loi, remplacé par la loi du 24 juillet 2008 et modifié par la loi du 21 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les termes “et les apprentis”, “ou à la fin de son contrat d'apprentissage” et “ou que le contrat d'apprentissage prend fin” sont abrogés;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 10.** Dans le Chapitre IV. Régimes spéciaux de la même loi, il est inséré une section 4 intitulée :

“Section 4. Régime spécial pour les catégories de victimes, déterminées par le Roi en vertu de l'article 1<sup>er</sup>/1, alinéa 4.

Art. 86/1. Le régime spécial, visé à l'article 1<sup>er</sup>/1, alinéa 4, déroge au régime général comme suit :

1° seule la partie de la convention de formation qui comprend des prestations de travail est assimilée à l'exécution du contrat de travail;

2° aucune indemnité d'incapacité temporaire de travail n'est due;

3° l'intervention dans les frais pour soins médicaux est limitée à la part des frais nécessités par l'accident du travail et qui sont à la charge de la victime, après l'intervention accordée en vertu de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

4° la rémunération de base pour le calcul des indemnités d'incapacité permanente de travail ou de décès de la victime est fixée à 12 fois le revenu minimum mensuel moyen garanti tel que déterminé, au moment de l'accident, par convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail pour un travailleur occupé à temps plein âgé d'au moins dix-neuf ans et ayant au moins six mois d'ancienneté dans l'entreprise qui l'occupe.”

Sous-section 2. — Modifications des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970

**Art. 11.** Dans l'article 2, § 2, des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit:

“Le Roi peut, pour les catégories de personnes qu'Il détermine, désigner la personne considérée comme employeur.”

**Art. 6.** In dezelfde wet wordt een artikel 38/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 38/1. Voor de leerlingen en de bij artikel 1/1, behoudens de uitzonderingen bepaald op grond van het vierde lid ervan, bedoelde personen wordt het basisloon voor de berekening van de vergoedingen voor tijdelijke arbeidsongeschiktheid vastgesteld op 12 maal het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen, zoals het op het ogenblik van het ongeval is vastgesteld bij een collectieve arbeidsovereenkomst die afgesloten is in de Nationale Arbeidsraad voor een voltijdse werknemer die minstens negentien jaar is en die ten minste zes maanden anciënniteit heeft in de onderneming die hem tewerkstelt.

In afwijking van het eerste lid wordt het basisloon voor de berekening van de vergoedingen voor tijdelijke arbeidsongeschiktheid vastgesteld op het minimumbedrag vastgesteld in artikel 39, tweede lid, zolang de getroffene minderjarig is en de vorming of het leercontract geen einde neemt.

Wanneer het ongeval een blijvende arbeidsongeschiktheid of het overlijden van de getroffene veroorzaakt, wordt het basisloon voor de berekening van de vergoedingen vastgesteld op 18 maal het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen, zoals het op het ogenblik van het ongeval is vastgesteld bij een collectieve arbeidsovereenkomst die afgesloten is in de Nationale Arbeidsraad voor een voltijdse werknemer die minstens negentien jaar is en die ten minste zes maanden anciënniteit heeft in de onderneming die hem tewerkstelt.”

**Art. 7.** In artikel 39, tweede lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 28 juni 2013, worden de woorden “de leerlingen en voor” opgeheven.

**Art. 8.** In artikel 59quinquies van dezelfde wet, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 285 van 31 maart 1984 en laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 november 2017, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

“Het eerste lid vindt geen toepassing op de ongevallen die zijn overkomen aan de in artikel 1/1 bedoelde personen.”

**Art. 9.** In artikel 80 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 juli 2008 en gewijzigd bij de wet van 21 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en tweede lid worden de woorden “en voor de leerlingen”, “of bij het beëindigen van de leerovereenkomst”, en “of de leerovereenkomst een einde neemt” opgeheven;

2° het derde lid wordt opgeheven.

**Art. 10.** In Hoofdstuk IV. Bijzondere regelingen van dezelfde wet wordt een afdeling 4 ingevoegd, luidende :

“Afdeling 4. Bijzondere regeling voor de categorieën van getroffenen, bepaald door de Koning in uitvoering van artikel 1/1, vierde lid.

Art. 86/1. De bijzondere regeling, bedoeld in artikel 1/1, vierde lid, wijkt als volgt af van de algemene regeling :

1° uitsluitend het gedeelte van de opleidingsovereenkomst waarbij arbeidsprestaties worden verricht wordt gelijkgesteld met de uitvoering van de arbeidsovereenkomst;

2° er zijn geen vergoedingen voor tijdelijke arbeidsongeschiktheid verschuldigd;

3° de tussenkomst in de kosten van geneeskundige verzorging is beperkt tot het aandeel van de kosten die nodig zijn ingevolge het arbeidsongeval en die ten laste zijn van de getroffene, na de op grond van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, verleende tussenkomst;

4° het basisloon voor de berekening van de vergoedingen wegens een blijvende arbeidsongeschiktheid of het overlijden van de getroffene wordt vastgesteld op 12 maal het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen, zoals het op het ogenblik van het ongeval is vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomst die afgesloten is in de Nationale Arbeidsraad voor een voltijdse werknemer die minstens negentien jaar is en die ten minste zes maanden anciënniteit heeft in de onderneming die hem tewerkstelt.”

Onderafdeling 2. — Wijzigingen van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970

**Art. 11.** In artikel 2, § 2, van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“De Koning kan, voor de categorieën van personen die Hij bepaalt, de persoon aanduiden die als werkgever wordt beschouwd.”

**Art. 12.** Dans l'article 49 des mêmes lois, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 23 novembre 2017, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il convient de lire les dispositions dans le chapitre II, section 4, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail comme suit :

1° dans l'article 34, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "la rémunération à laquelle le travailleur a droit pour l'année qui a précédé l'accident en raison de la fonction exercée dans l'entreprise au moment de l'accident" comme les mots "la rémunération à laquelle le travailleur a droit pour la période des quatre trimestres complets précédant la demande, en raison de la fonction exercée dans l'entreprise";

2° dans l'article 36 § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "l'accident" comme les mots "la demande";

3° dans l'article 38, les mots "l'accident" comme les mots "la maladie professionnelle";

4° dans l'article 38/1, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "le moment de l'accident" comme les mots "la date du début de l'indemnisation de l'incapacité de travail";

5° dans l'article 38/1, alinéa 3, les mots "l'accident" comme les mots "la maladie professionnelle" et les mots "le moment de l'accident" comme les mots "la date du début de l'indemnisation de l'incapacité de travail";

6° dans l'article 39, alinéa 5, les mots "la date de l'accident" comme les mots "la date du début de l'indemnisation de l'incapacité de travail".

**Art. 13.** Dans l'article 50, alinéa 1<sup>er</sup>, des mêmes lois, les mots "5°, 6°, et" sont abrogés.

Sous-section 3. — Modifications de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public

**Art. 14.** Dans la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, il est inséré un article 1<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

"Art. 1<sup>ter</sup>. En vertu des modalités fixées à l'article 1<sup>er</sup>, la présente loi est rendue applicable aux personnes qui effectuent un travail dans les administrations, services ou institutions visés aux articles 1<sup>er</sup> et 1<sup>er bis</sup> dans le cadre d'une formation pour un travail rémunéré.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la loi n'est pas applicable aux formations qui sont organisées en dehors d'un cadre légal.

Pour l'application de la présente loi, pour les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont assimilés à :

1° membre du personnel : la personne qui effectue un travail dans le cadre d'une formation pour un travail rémunéré;

2° fonction : la formation qui comprend des prestations de travail;

3° contrat de travail : le contrat relatif à la formation pour un travail rémunéré.

Le Roi peut, pour les catégories de personnes qu'Il détermine, désigner d'autres administrations, personnes morales ou institutions que celles visées aux articles 1<sup>er</sup> et 1<sup>er bis</sup> pour l'application des articles 2<sup>bis</sup>, 14, 14<sup>bis</sup>, 16, 19, alinéa 2, 20<sup>sexies</sup>, 20<sup>octies</sup>, 20<sup>novies</sup> et 20<sup>decies</sup> de la présente loi.

Le Roi détermine les catégories de victimes auxquelles s'applique le régime particulier de l'article 86/1 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail."

**Art. 15.** Dans l'article 3<sup>bis</sup> de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1973 et modifié par les lois des 20 mai 1997, 19 octobre 1998 et 17 mai 2007, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2 :

"Pour les personnes visées à l'article 1<sup>ter</sup>, sauf les exceptions prévues en vertu de son alinéa 5, la rémunération de base pour le calcul des indemnités d'incapacité temporaire de travail est fixée conformément à l'article 38/1, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail."

**Art. 16.** Dans l'article 3<sup>quater</sup> de la même loi, inséré par la loi du 19 octobre 1998, les termes "articles 1<sup>er</sup> et 1<sup>er bis</sup>" sont remplacés par les termes "articles 1<sup>er</sup>, 1<sup>er bis</sup> et 1<sup>ter</sup>".

**Art. 12.** In artikel 49 van dezelfde wetten, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 november 2017, wordt het derde lid vervangen als volgt :

"Voor de toepassing van het eerste lid dienen de bepalingen in het hoofdstuk II, afdeling 4, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 als volgt gelezen te worden :

1° in artikel 34, eerste lid, de woorden "het loon waarop de werknemer, in de functie waarin hij is tewerkgesteld in de onderneming op het ogenblik van het ongeval, recht heeft voor de periode van het jaar dat het ongeval voorafgaat" als de woorden "het loon waarop de werknemer, in de functie waarin hij is tewerkgesteld in de onderneming, recht heeft voor de periode van de vier volledige kwartalen die de aanvraag voorafgaat";

2° in artikel 36 § 2, eerste lid, de woorden "het ongeval" als de woorden "de aanvraag";

3° in artikel 38, de woorden "het ongeval" als de woorden "de beroepsziekte";

4° in artikel 38/1, eerste lid, de woorden "het ogenblik van het ongeval" als de woorden "de begindatum van de vergoeding van de arbeidsongeschiktheid";

5° in artikel 38/1, derde lid, de woorden "het ongeval" als de woorden "de beroepsziekte" en de woorden "het ogenblik van het ongeval" als de woorden "de begindatum van de vergoeding van de arbeidsongeschiktheid";

6° in artikel 39, vijfde lid, de woorden "de datum van het ongeval" als de woorden "de begindatum van de vergoeding van de arbeidsongeschiktheid".

**Art. 13.** In artikel 50, eerste lid, van dezelfde wetten worden de woorden "5°, 6°, en" opgeheven.

Onderafdeling 3. — Wijzigingen van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector

**Art. 14.** In de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector wordt een artikel 1<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

"Art. 1<sup>ter</sup>. Volgens de in artikel 1 vastgestelde modaliteiten wordt deze wet toepasselijk gemaakt op de personen die bij de besturen, diensten of instellingen vermeld in de artikelen 1 en 1<sup>bis</sup> arbeid verrichten in het kader van een opleiding tot betaalde arbeid.

In afwijking van het eerste lid is de wet niet van toepassing op de opleidingen die buiten enig wettelijk kader worden ingericht.

Voor de toepassing van deze wet worden voor de in het eerste lid bedoelde personen gelijkgesteld met :

1° personeelslid : de persoon die arbeid verricht in het kader van een opleiding tot betaalde arbeid;

2° ambt : opleiding waarbij arbeidsprestaties worden verricht;

3° arbeidsovereenkomst : de overeenkomst inzake opleiding tot betaalde arbeid.

De Koning kan, voor de categorieën van personen die Hij bepaalt, andere dan de in artikelen 1 en 1<sup>bis</sup> bedoelde besturen, rechtspersonen of instellingen aanduiden voor de toepassing van de artikelen 2<sup>bis</sup>, 14, 14<sup>bis</sup>, 16, 19, tweede lid, 20<sup>sexies</sup>, 20<sup>octies</sup>, 20<sup>novies</sup> en 20<sup>decies</sup> van deze wet.

De Koning bepaalt de categorieën van de getroffen personen waarvoor de bijzondere regeling van het artikel 86/1 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 geldt."

**Art. 15.** In artikel 3<sup>bis</sup> van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1973 en gewijzigd bij de wetten van 20 mei 1997, 19 oktober 1998 en 17 mei 2007, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

"Voor de bij artikel 1<sup>ter</sup>, behoudens de uitzonderingen voorzien op grond van het vijfde lid ervan, bedoelde personen wordt het basisloon voor de berekening van de vergoedingen voor tijdelijke arbeidsongeschiktheid vastgesteld overeenkomstig artikel 38/1, eerste en tweede lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971."

**Art. 16.** In artikel 3<sup>quater</sup> van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 oktober 1998, worden de woorden "artikelen 1 en 1<sup>bis</sup>" vervangen door de woorden "artikelen 1, 1<sup>bis</sup> en 1<sup>ter</sup>".



**Art. 17.** Dans la même loi, il est inséré un article *4ter* rédigé comme suit :

“Art. *4ter*. Pour les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>, sauf les exceptions prévues en vertu de son alinéa 5, la rente est fixée sur la base du montant fixé conformément à l'article 38/1, alinéa 3, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.”

**Art. 18.** À l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 13 juillet 1973 et modifié par les lois des 19 octobre 1998 et 11 mai 2007, les termes “ou à l'article *4ter*” sont insérés après les termes “rémunération indiquée à l'article 4”.

**Art. 19.** À l'article 9, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 13 juillet 1973 et modifié par les lois des 20 décembre 1995, 19 octobre 1998, 11 mai 2007 et 17 mai 2007, les termes “ou à l'article *4ter*” sont insérés après les termes “rémunération indiquée à l'article 4”.

**Art. 20.** À l'article 9, § 2, de la même loi, modifié par les lois des 13 juillet 1973 et 20 décembre 1995, les termes “ou à l'article *4ter*” sont insérés après les termes “rémunération indiquée à l'article 4”.

**Art. 21.** À l'article 9, § 4, de la même loi, remplacé par la loi du 13 juillet 1973 et modifié par les lois des 20 décembre 1995 et 30 décembre 2009, les termes “ou à l'article *4ter*” sont chaque fois insérés après les termes “rémunération indiquée à l'article 4”.

Sous-section 4. — Modifications de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

**Art. 22.** Dans l'article 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et par la loi du 15 mai 2014, les *d*) et *e*) sont remplacés par ce qui suit :

“d) les personnes visées à l'article 1<sup>er</sup>/1 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

*e*) les personnes visées à l'article 1<sup>ter</sup> de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public.”

**Art. 23.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 27 mars 2003, 3 juillet 2005, 14 octobre 2005, 14 janvier 2013 et 15 mai 2018 et par la loi du 25 décembre 2016, les 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup> sont abrogés.

Sous-section 5. — Entrée en vigueur

**Art. 24.** La présente section entre en vigueur à la date, fixée par le Roi et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2020, et s'applique aux accidents survenus et aux demandes d'indemnisation pour maladies professionnelles introduites à partir de la date d'entrée en vigueur ainsi qu'aux entrées en service à partir de cette date et aux contrats déjà en cours à cette date.

Section 2. — Télétravail

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Modifications de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail

**Art. 25.** L'article 5 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, modifié par la loi du 11 mai 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1<sup>o</sup> télétravail : le télétravail structurel tel que défini par la convention collective n<sup>o</sup> 85 et les conventions collectives modificatives ultérieures, ainsi que le télétravail occasionnel tel que défini à l'article 23, 1<sup>o</sup>, de la loi du 5 mars 2017 concernant le travail faisable et maniable;

2<sup>o</sup> télétravailleur : tout travailleur qui effectue du télétravail tel que défini ci-dessus.”

**Art. 26.** Dans l'article 7 de la même loi, modifié par les lois des 1<sup>er</sup> avril 2007, 6 mai 2009 et 21 décembre 2013, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

**Art. 17.** In dezelfde wet wordt een artikel *4ter* ingevoegd, luidende :

“Art. *4ter*. Voor de bij artikel 1<sup>ter</sup>, behoudens de uitzonderingen voorzien op grond van het vijfde lid ervan, bedoelde personen wordt de rente vastgesteld op grond van het bedrag, vastgesteld overeenkomstig artikel 38/1, derde lid, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971.”

**Art. 18.** In artikel 8, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 juli 1973 en gewijzigd bij de wetten van 19 oktober 1998 en 11 mei 2007, worden de woorden “of in artikel *4ter*” ingevoegd tussen de woorden “van de in artikel 4” en de woorden “bepaalde bezoldiging”.

**Art. 19.** In artikel 9, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 juli 1973 en gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995, 19 oktober 1998, 11 mei 2007 en 17 mei 2007, worden de woorden “of in artikel *4ter*” ingevoegd tussen de woorden “van de in artikel 4” en de woorden “bepaalde bezoldiging”.

**Art. 20.** In artikel 9, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1973 en 20 december 1995, worden de woorden “of in artikel *4ter*” ingevoegd tussen de woorden “de in artikel 4” en de woorden “bepaalde bezoldiging”.

**Art. 21.** In artikel 9, § 4 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 13 juli 1973 en gewijzigd bij de wetten van 20 december 1995 en 30 december 2009, worden de woorden “of in artikel *4ter*” telkens ingevoegd tussen de woorden “van de in artikel 4” en de woorden “bepaalde bezoldiging”.

Onderafdeling 4. — Wijzigingen van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

**Art. 22.** In artikel 2, 1<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 januari 2013 en bij de wet van 15 mei 2014, worden de bepalingen onder *d*) en *e*), vervangen als volgt :

“d) de personen bedoeld in artikel 1/1 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

*e*) de personen bedoeld in artikel 1<sup>ter</sup> van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg van en naar het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector.”

**Art. 23.** In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 maart 2003, 3 juli 2005, 14 oktober 2005, 14 januari 2013 en 15 mei 2018 en bij de wet van 25 december 2016, worden de bepalingen onder 5<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup> opgeheven.

Onderafdeling 5. — Inwerkingtreding

**Art. 24.** Deze afdeling treedt in werking op de door de Koning bepaalde datum en uiterlijk op 1 januari 2020, en is van toepassing op de ongevallen overkomen en de aanvragen om schadeloosstelling wegens beroepsziekten ingediend vanaf de datum van inwerkingtreding en voor zowel de indiensttredingen vanaf deze datum als voor de op deze datum reeds lopende overeenkomsten.

Afdeling 2. — Telewerk

Onderafdeling 1. — Wijzigingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971

**Art. 25.** Artikel 5 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, gewijzigd bij de wet van 11 mei 2007, wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> telewerk : het structurele telewerk zoals bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 85 en de latere wijzigende collectieve arbeidsovereenkomsten, net als het occasionele telewerk zoals bepaald in artikel 23, 1<sup>o</sup>, van de wet van 5 maart 2017 betreffende werkbaar en wendbaar werk;

2<sup>o</sup> telewerker : elke werknemer die telewerk oals hierboven bepaald verricht.”

**Art. 26.** In artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 1 april 2007, 6 mei 2009 en 21 december 2013, wordt het vierde lid vervangen als volgt :

“L'accident survenu au télétravailleur est présumé, jusqu'à preuve du contraire, survenu pendant l'exécution du contrat de travail :

1° s'il se produit sur le lieu ou les lieux mentionnés par écrit comme lieu d'exécution du travail, dans une convention de télétravail ou dans tout autre écrit autorisant de manière générique ou ponctuelle, collective ou individuelle, le télétravail.

A défaut d'une telle mention, la présomption s'appliquera à la résidence ou sur le ou les lieux dans lesquels le télétravailleur effectue habituellement son télétravail;

et

2° s'il se produit durant la période de la journée mentionnée dans un écrit tel que visé au 1°, comme période pendant laquelle le travail peut être effectué. A défaut d'une telle mention dans la convention écrite, la présomption s'appliquera pendant les heures de travail que le télétravailleur devrait prêter s'il était occupé dans les locaux de l'employeur.”.

**Art. 27.** Dans l'article 8 de la même loi, modifié par les lois des 22 juillet 1981, 22 décembre 1989, 12 juillet 1991, 13 juillet 2006 et 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, inséré par la loi du 12 juillet 1991, les mots “à la garderie” sont remplacés par les mots “sur leur lieu de garde”;

2° dans le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots “ou du lieu de résidence du télétravailleur dans le cas du télétravail effectué au lieu de résidence” sont insérés entre les mots “du lieu du travail” et les mots “vers le lieu où il prend ou se procure son repas et inversement”;

3° le § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par le 12° rédigé comme suit :

“12° du lieu de résidence du télétravailleur vers l'école ou le lieu de garde des enfants, et inversement, dans le cas du télétravail effectué au lieu de résidence.”.

Sous-section 2. — Modifications de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public

**Art. 28.** Dans l'article 2 de la loi du 3 juillet 1967 sur la prévention ou la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, modifié par les lois des 11 mai 2007, 17 mai 2007 et 11 décembre 2016, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

“L'accident survenu au télétravailleur est présumé, jusqu'à preuve du contraire, survenu dans le cours de l'exercice des fonctions :

1° si l'accident se produit sur le ou les lieux mentionnés par écrit comme lieu d'exécution du travail, dans une convention de télétravail ou dans tout autre écrit autorisant de manière générique ou ponctuelle, collective ou individuelle, le télétravail.

A défaut d'une telle mention, la présomption s'appliquera à la résidence ou sur le ou les lieux dans lesquels le télétravailleur effectue habituellement son télétravail;

et

2° s'il se produit durant la période de la journée mentionnée dans un écrit tel que visé au 1°, comme période pendant laquelle le travail peut être effectué. A défaut d'une telle mention, la présomption s'appliquera pendant les heures de travail que le télétravailleur devrait prêter s'il était occupé dans les locaux de l'employeur.”.

### Section 3. — Travailleurs frontaliers

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Modification des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970

**Art. 29.** Dans l'article 6 des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 23 novembre 2017, le 4° est abrogé.

“Het ongeval overkomen aan de telewerker wordt, behoudens tegenbewijs, geacht overkomen te zijn tijdens de uitvoering van de arbeidsovereenkomst :

1° wanneer het ongeval gebeurt op de plaats of de plaatsen die schriftelijk zijn vermeld als de plaats om zijn werk te verrichten, in een telewerkovereenkomst of in enig ander document dat het telewerk generiek of punctueel, collectief of individueel, toelaat.

Als de plaats(en) niet werd(en) vermeld, zal het vermoeden van toepassing zijn op de woonplaats of de plaats(en) waar het telewerk gewoonlijk wordt uitgevoerd;

en

2° wanneer het ongeval gebeurt tijdens de periode van de dag die is vermeld in een document zoals bedoeld in 1° als periode waarin arbeid kan verricht worden. Bij ontstentenis van dergelijke vermelding in de schriftelijke overeenkomst zal het vermoeden van toepassing zijn tijdens de werkuren die de telewerker zou moeten presteren indien hij in de lokalen van de werkgever zou zijn tewerkgesteld.”.

**Art. 27.** In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 22 juli 1981, 22 december 1989, 12 juli 1991, 13 juli 2006 en 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, 2°, ingevoegd bij de wet van 12 juli 1991, worden in de Franse tekst de woorden “à la garderie” vervangen door de woorden “sur leur lieu de garde”;

2° in § 2, eerste lid, 1°, worden de woorden “of van de woonplaats van de telewerker indien het telewerk op de woonplaats wordt uitgevoerd” ingevoegd tussen de woorden “van de plaats waar hij werkt” en de woorden “naar de plaats waar hij zijn eetmaal neemt of het zich aanschafft, en omgekeerd”.

3° § 2, eerste lid, wordt aangevuld met de bepaling onder 12°, luidende :

“12° van de woonplaats van de telewerker naar de school of opvangplaats van zijn kinderen en omgekeerd, indien het telewerk op de woonplaats wordt uitgevoerd.”.

Onderafdeling 2. — Wijzigingen van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector

**Art. 28.** In artikel 2 van de wet van 3 juli 1967 betreffende de preventie van of de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, gewijzigd bij de wetten van 11 mei 2007, 17 mei 2007 en 11 december 2016, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

“Het ongeval overkomen aan de telewerker wordt, behoudens tegenbewijs, geacht overkomen te zijn tijdens de uitoefening van het ambt :

1° wanneer het ongeval gebeurt op de plaats of de plaatsen die schriftelijk zijn vermeld als de plaats om zijn werk te verrichten, in een telewerkovereenkomst of in enig ander document dat het telewerk generiek of punctueel, collectief of individueel, toelaat.

Als de plaats(en) niet werd(en) vermeld, zal het vermoeden van toepassing zijn op de woonplaats of de plaats(en) waar het telewerk gewoonlijk wordt uitgevoerd;

en

2° wanneer het ongeval gebeurt tijdens de periode van de dag die is vermeld in een document zoals bedoeld in 1° als periode waarin arbeid kan verricht worden. Als de periode niet werd vermeld, zal het vermoeden van toepassing zijn tijdens de werkuren die de telewerker zou moeten presteren indien hij in de lokalen van de werkgever zou zijn tewerkgesteld.”.

### Afdeling 3. — Grensarbeiders

Onderafdeling 1. — Wijziging van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970

**Art. 29.** In artikel 6 van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 november 2017, wordt de bepaling onder 4° opgeheven.

Sous-section 2. — Modification de la loi  
du 10 avril 1971 sur les accidents du travail

**Art. 30.** Dans l'article 58, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 23 novembre 2017, le 15<sup>o</sup> est abrogé.

Section 4. — Rémunération pensionnés

**Art. 31.** L'article 37 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, modifié par la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par ce qui suit :

"Lorsqu'au moment de l'accident, la victime bénéficie d'une pension de retraite ou de survie belge ou étrangère, sa rémunération de base pour l'indemnisation de l'incapacité permanente et temporaire de travail est fixée comme suit :

a) par dérogation à l'art. 34, alinéa 2, la période de référence n'est complète que lorsque la victime a travaillé toute l'année conformément au(x) régime(s) de travail réel(s) en tant que pensionné;

b) lorsque la période de référence est incomplète conformément à a), ou que la pension a pris effet depuis moins d'un an, la rémunération est complétée par une rémunération hypothétique équivalente au nombre de jours ou d'heures manquants, multiplié par la rémunération à laquelle a droit la victime, divisé par le nombre de jours ou d'heures pendant lesquels la victime a travaillé au cours de la période de référence;

c) lorsque la victime est assujettie à un régime de sécurité ou de prévoyance sociale avec des limites de travail autorisé, la rémunération de base ne peut dépasser cette limite;

d) l'article 37bis ne s'applique pas."

Section 5. — Risques aggravés

**Art. 32.**

Dans l'article 49bis de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Fedris constate le risque aggravé et le notifie au service de prévention concerné. Le service de prévention concerné est le service de prévention de l'entreprise d'assurances concernée sauf si, après accord du comité de gestion des accidents du travail, un institut de prévention est chargé de cette tâche pour les employeurs sur base de leur activité principale relèvent d'une même commission paritaire, comme visé dans la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires. Le service de prévention le notifie à l'employeur et perçoit d'office à la charge de cet employeur, sans délai et sans intermédiaire, une contribution forfaitaire de prévention."

2<sup>o</sup> l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"L'employeur qui n'a pas versé la contribution forfaitaire de prévention avant le 1<sup>er</sup> février de l'année qui suit la constatation est redevable d'une majoration, qui ne peut pas dépasser 10 % du montant dû, ainsi que d'un intérêt de retard égal au taux d'intérêt légal."

3<sup>o</sup> dans les alinéas 4 et 5, les mots "l'entreprise d'assurances" sont à chaque fois remplacés par les mots "le service de prévention";

4<sup>o</sup> dans l'alinéa 6, 1<sup>o</sup>, les mots "qui ne peut pas être inférieur à trois fois" sont remplacés par les mots "qui ne peut pas être inférieur à deux fois";

5<sup>o</sup> dans l'alinéa 6, 4<sup>o</sup>, les mots "l'entreprise d'assurances" sont remplacés par les mots "le service de prévention";

6<sup>o</sup> l'alinéa 6 est complété par un 10<sup>o</sup> rédigé comme suit :

"10<sup>o</sup> les conditions auxquelles un institut de prévention peut être désigné pour les employeurs qui relèvent d'une même commission paritaire."

**Art. 33.**

Dans l'article 49ter de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots "articles 30, alinéa premier et 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre" sont remplacés par les mots "articles 85, § 1<sup>er</sup> et 86, § 1<sup>er</sup> de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances";

Onderafdeling 2. — Wijziging van de  
arbeidsongevallenwet van 10 april 1971

**Art. 30.** In artikel 58, § 1, van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 november 2017, wordt de bepaling onder 15<sup>o</sup> opgeheven.

Afdeling 4. — Loon gepensioneerden

**Art. 31.** Artikel 37 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, wordt vervangen als volgt :

"Wanneer de getroffene op het ogenblik van het ongeval geniet van een Belgisch of een buitenlands rust- of overlevingspensioen, wordt zijn basisloon voor de vergoeding van de blijvende en de tijdelijke arbeidsongeschiktheid vastgesteld als volgt :

a) in afwijking van artikel 34, tweede lid, is de referentieperiode maar volledig wanneer de getroffene gedurende het ganse jaar arbeid heeft verricht overeenkomstig het of de werkelijke arbeidsregime(s) als gepensioneerde;

b) wanneer de referentieperiode onvolledig is overeenkomstig a) of het pensioen sinds minder dan één jaar is ingegaan, wordt het loon aangevuld met een hypothetisch loon dat gelijk is aan de vermenigvuldiging van het aantal ontbrekende dagen of uren met het loon waarop het slachtoffer recht heeft, gedeeld door het aantal dagen of uren waarop tijdens de referentieperiode arbeid werd verricht;

c) indien de getroffene onderworpen is aan een socialezekerheidsstelsel of sociaal verzorgingsstelsel met grenzen van toegelaten arbeid, wordt het basisloon tot deze grens beperkt;

d) artikel 37bis is niet van toepassing."

Afdeling 5. — Verzwaarde risico's

**Art. 32.**

In artikel 49bis van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Fedris stelt het verzwaarde risico vast en brengt dit ter kennis van de betrokken preventiedienst. De betrokken preventiedienst is de preventiedienst van de betrokken verzekeringsonderneming, tenzij, na akkoord van het beheerscomité voor de arbeidsongevallen, een preventie-instituut hiermee belast werd voor de werkgevers op grond van hun hoofdactiviteit behoren tot het ressort van een zelfde paritair comité, zoals bedoeld in de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités. De preventiedienst brengt dit ter kennis van de werkgever en int onmiddellijk en zonder tussenpersoon ten laste van deze werkgever een forfaitaire preventiecontributie."

2<sup>o</sup> het derde lid wordt vervangen als volgt :

"De werkgever die de forfaitaire preventiecontributie niet gestort heeft voor 1 februari van het jaar dat volgt op de vaststelling, is een opslag, die niet meer dan 10 % van het verschuldigd bedrag mag bedragen, en een verwijntrest, gelijk aan de wettelijke rentevoet, verschuldigd."

3<sup>o</sup> in het vierde en vijfde lid wordt het woord "verzekeringsonderneming" telkens vervangen door het woord "preventiedienst";

4<sup>o</sup> in het zesde lid, 1<sup>o</sup>, worden de woorden "die niet minder mag bedragen dan driemaal" vervangen door de woorden "die niet minder mag bedragen dan tweemaal";

5<sup>o</sup> in het zesde lid, 4<sup>o</sup>, wordt het woord "verzekeringsonderneming" vervangen door het woord "preventiedienst";

6<sup>o</sup> het zesde lid wordt aangevuld met een bepaling onder 10<sup>o</sup> luidende :

"10<sup>o</sup> de voorwaarden waaronder een preventie-instituut kan aangesteld worden voor de werkgevers behorend tot het ressort van een zelfde paritair comité."

**Art. 33.**

In artikel 49ter van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het tweede lid worden de woorden "artikelen 30, eerste lid, en 31, § 1<sup>er</sup>, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst" vervangen door de woorden "artikelen 85, § & en 86, § 1<sup>er</sup> van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen";



2° à l'alinéa 3, les mots "articles 29 et 30 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre" sont remplacés par les mots "articles 84 et 85 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances".

CHAPITRE 3. — *Modifications dans le secteur de l'assurance indemnités des travailleurs salariés*

Section 1<sup>re</sup>. — INAMI - Assurance indemnités

Sous-section 1<sup>re</sup>. — NewAttest

**Art. 34.** Dans l'article 9<sup>quater</sup> de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 11 août 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

"Ces données ne peuvent être décodées qu'en cas de nécessité pour les fins légales visées au § 2, 1°, 2° et 4°, b).";

2° le paragraphe 2 est complété par le 4° rédigé comme suit :

"4° Pour le Service des indemnités :

c) pour pouvoir exercer les missions en matière d'administration de l'assurance indemnités et maternité visées aux articles 78 et 111, telles que, en particulier, les missions dans le cadre de l'établissement du budget et le suivi des dépenses qui sont prévues dans et par cette loi, le Service a accès aux données doublement codées prévues au paragraphe 1<sup>er</sup>.

d) pour pouvoir exercer les missions qui découlent de l'ordre juridique international, comme décrit dans le Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et les différents traités internationaux de sécurité sociale qu'a conclus le Royaume de Belgique, le Service a accès au montant des prestations déterminées dans ces instruments juridiques qui sont accordées effectivement et à la période à laquelle elles ont trait, à la date à laquelle ces prestations ont été payées et, en cas de non-paiement, aux raisons pour lesquelles ces prestations n'ont pas été octroyées."

Sous-section 2. — Compétence du Comité de gestion du service des indemnités concernant la pension d'invalidité des ouvriers mineurs

**Art. 35.** Dans l'article 80 de la même loi, au paragraphe 3, inséré par la loi du 30 septembre 2017, les mots "révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs" sont insérés entre les mots "la loi du 27 juin 1969" et les mots "et telle que".

**Art. 36.** Cette sous-section produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Sous-section 3. — Refus des indemnités d'incapacité de travail suite à l'octroi d'indemnités de maternité

**Art. 37.** L'article 103, § 2, de la même loi est complété par les mots suivants :

"ou de l'indemnité de maternité en vertu d'une législation étrangère".

Sous-Section 4. — Droit aux indemnités après le stage d'attente (diminué)

**Art. 38.** Dans l'article 116 de la même loi, remplacé par la loi du 19 décembre 2014, l'article 116/1 de la même loi, inséré par la loi du 19 décembre 2014, l'article 116/2 de la même loi, inséré par la loi du 19 décembre 2014, l'article 128 de la même loi, modifié par la loi du 19 décembre 2014 et l'article 129 de la même loi, modifié par la loi du 19 décembre 2014, le mot "stage" est chaque fois remplacé par les mots "stage d'attente".

**Art. 39.** Dans l'article 116/2, 2°, de la même loi, inséré par la loi du 19 décembre 2014, les mots ", ou ayant accompli un stage d'attente diminué," sont insérés entre les mots "dispensés de l'accomplissement du stage" et les mots "conformément aux dispositions de l'article 116/1, § 2,".

**Art. 40.** Dans l'article 129, 2°, de la même loi, les mots ", ou ayant accompli un stage d'attente diminué," sont insérés entre les mots "dispensés de l'accomplissement du stage" et les mots "conformément aux dispositions de l'article 128, § 2,".

2° in het derde lid worden de woorden "de artikelen 29 en 30 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst" vervangen door de woorden "de artikelen 84 en 85 van de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen".

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in de sector van de uitkeringsverzekering van de werknemers*

Afdeling 1. — RIZIV - Uitkeringsverzekering

Onderafdeling 1. — NewAttest

**Art. 34.** In artikel 9<sup>quater</sup> van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, derde lid, wordt vervangen als volgt :

"Deze gegevens kunnen enkel gedecodeerd worden wanneer dit noodzakelijk is voor de in § 2, 1°, 2° en 4°, b), bedoelde wettelijke doeleinden.";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepaling onder 4° luidende :

"4° Voor de Dienst voor uitkeringen :

c) om de opdrachten inzake de administratie van de uitkerings- en moederschapsverzekering bedoeld in de artikelen 78 en 111 te kunnen uitoefenen, zoals in het bijzonder de opdrachten in het kader van het opmaken van de begroting en de opvolging van de uitgaven die in en door deze wet worden voorzien, heeft de Dienst toegang tot de dubbel gecodeerde gegevens bepaald bij paragraaf 1.

d) om de opdrachten te kunnen uitoefenen die voortvloeien uit de internationale rechtsorde zoals omschreven in de Verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels en de verschillende internationale socialezekerheidsverdragen die het Koninkrijk België heeft gesloten, heeft de Dienst toegang tot het bedrag van de in deze rechtsinstrumenten bepaalde prestaties die daadwerkelijk zijn verleend en de periode waarop ze betrekking hebben, tot de datum waarop deze prestaties zijn betaald en, in geval van niet betaling, tot de redenen waarom deze prestaties niet zijn toegekend."

Onderafdeling 2. — Bevoegdheid van het Beheerscomité van de Dienst voor uitkeringen inzake het invaliditeitspensioen voor de mijnwerkers

**Art. 35.** In artikel 80 van dezelfde wet worden in paragraaf 3, ingevoegd bij de wet van 30 september 2017, de woorden "tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders" ingevoegd tussen de woorden "de wet van 27 juni 1969" en de woorden "en zoals".

**Art. 36.** Deze onderafdeling heeft uitwerking met ingang vanaf 1 januari 2018.

Onderafdeling 3. — Weigering van de arbeidsongeschiktheidsuitkeringen wegens de toekenning van moederschapsuitkeringen

**Art. 37.** Artikel 103, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende woorden :

"of van een moederschapsuitkering krachtens een vreemde wetgeving".

Onderafdeling 4. — Recht op uitkeringen na de (verminderde) wachttijd

**Art. 38.** In de Franse tekst van artikel 116 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 19 december 2014, artikel 116/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 december 2014, artikel 116/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 december 2014, artikel 128 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, en artikel 129 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 december 2014, wordt het woord "stage" telkens vervangen door de woorden "stage d'attente".

**Art. 39.** In artikel 116/2, 2°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 19 december 2014, worden de woorden "of een verminderde wachttijd hebben volbracht" ingevoegd tussen de woorden "vrijgesteld zijn van het volbrengen van de wachttijd" en de woorden ", recht hebben op diezelfde prestaties".

**Art. 40.** In artikel 129, 2°, van dezelfde wet, worden de woorden "of een verminderde wachttijd hebben volbracht" ingevoegd tussen de woorden "vrijgesteld zijn van het volbrengen van de wachttijd" en de woorden ", recht hebben op diezelfde prestaties".

Sous-Section 5. — Cumul des indemnités avec une indemnisation accordée en vertu du régime interne d'une organisation internationale ou supra nationale

**Art. 41.** Dans l'article 136, § 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 18 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

"Les prestations visées par cette loi coordonnée sont refusées lorsque le dommage découlant d'une maladie, de lésions, de troubles fonctionnels ou du décès est effectivement réparé en vertu d'une autre législation belge, d'une législation étrangère, du régime interne d'une organisation internationale ou supranationale ou du droit commun. Toutefois, lorsque les sommes accordées en vertu de cette législation, du régime interne d'une organisation internationale ou supranationale ou du droit commun sont inférieures aux prestations de l'assurance, le bénéficiaire a droit à la différence à charge de l'assurance.";

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Pour l'application du présent paragraphe, le montant des prestations accordé par l'autre législation ou le régime interne d'une organisation internationale ou supranationale, est le montant brut diminué du montant des cotisations de sécurité sociale éventuellement prélevées sur ces prestations.";

3° dans l'alinéa 3, les mots ", du régime interne d'une organisation internationale ou supranationale" sont insérés entre les mots "d'une législation étrangère" et les mots "ou du droit commun";

4° dans l'alinéa 4, les mots ", du régime interne d'une organisation internationale ou supranationale" sont insérés entre les mots "d'une législation étrangère" et les mots "ou du droit commun".

*Section 2.* — Modification de l'arrêté royal du 10 juin 2001 établissant la notion uniforme de "rémunération journalière moyenne" en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales

**Art. 42.** Dans l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 10 juin 2001 établissant la notion uniforme de "rémunération journalière moyenne" en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et harmonisant certaines dispositions légales, modifié par l'arrêté royal du 13 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la première phrase commençant par les mots "La rémunération journalière moyenne du travailleur" et finissant par les mots "donnant lieu à l'octroi d'une allocation." est remplacée par la phrase suivante :

"La rémunération journalière moyenne du travailleur payé totalement ou partiellement par commissions ainsi que des pompiers volontaires, des ambulanciers volontaires ou des agents volontaires de la protection civile, visés à l'article 17<sup>quater</sup>, § 3, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est obtenue en divisant par 312 la rémunération telle que décrite à l'article 2, alinéas 3 à 5, perçue pour les quatre trimestres, qui ont donné lieu à un assujettissement à la sécurité sociale, qui précèdent le trimestre de la réalisation du risque donnant lieu à l'octroi d'une allocation.";

2° à l'alinéa 2, les mots ", qui a donné lieu à un assujettissement à la sécurité sociale," sont insérés entre les mots "perçue pour la période" et les mots "prenant cours à la date".

**Art. 43.** Cette section entre en vigueur le premier jour du deuxième trimestre suivant celui de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

#### CHAPITRE 4. — Modification de la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale

**Art. 44.** Dans l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 16 novembre 2015 portant des dispositions diverses en matière sociale, les mots "à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi" sont remplacés par les mots "à l'article 7, 2°, de la loi".

Onderafdeling 5. — Samenloop van de uitkeringen met een vergoeding toegekend krachtens het interne stelsel van een internationale of supranationale organisatie

**Art. 41.** In artikel 136, § 2, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"De bij deze gecoördineerde wet bepaalde prestaties worden geweigerd indien voor de schade voortvloeiend uit ziekte, letsels, functionele stoornissen of overlijden, krachtens een andere Belgische wetgeving, een vreemde wetgeving, het interne stelsel van een internationale of supranationale organisatie of in het gemeen recht werkelijk schadeloosstelling is verleend. Belopen de bedragen welke krachtens die wetgeving, het interne stelsel van een internationale of supranationale organisatie of het gemeen recht worden verleend evenwel minder dan de prestaties van de verzekering, dan heeft de rechthebbende recht op het verschil ten laste van de verzekering.";

2° het tweede lid wordt vervangen door :

"Voor de toepassing van deze paragraaf is het bedrag van de door de andere wetgeving of het interne stelsel van een internationale of supranationale organisatie verleende prestaties gelijk aan het bruto-bedrag verminderd met het bedrag van de sociale zekerheidsbijdragen die eventueel op die prestaties ingehouden worden.";

3° in het derde lid worden de woorden ", het interne stelsel van een internationale of supranationale organisatie" ingevoegd tussen de woorden "een vreemde wetgeving" en de woorden "of het gemeen recht";

4° in het vierde lid worden de woorden ", het interne stelsel van een internationale of supranationale organisatie" ingevoegd tussen de woorden "een buitenlandse wetgeving" en de woorden "of het gemeen recht".

*Afdeling 2.* — Wijziging van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 waarin, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, het uniform begrip "gemiddeld dagloon" wordt vastgesteld en sommige wettelijke bepalingen in overeenstemming worden gebracht

**Art. 42.** In artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 10 juni 2001 waarin, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, het uniform begrip "gemiddeld dagloon" wordt vastgesteld en sommige wettelijke bepalingen in overeenstemming worden gebracht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de eerste zin, die aanvangt met de woorden "Het gemiddeld dagloon van de werknemer" en eindigt met de woorden "dat aanleiding geeft tot de toekenning van een uitkering, zich voordoet, te delen door 312.", vervangen door de volgende zin :

"Het gemiddeld dagloon van de werknemer die geheel of gedeeltelijk met commissielonen wordt betaald, evenals van de vrijwillige brandweerlieden, de vrijwillige ambulanciers of de vrijwilligers van de civiele bescherming, bedoeld in artikel 17<sup>quater</sup>, § 3, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wordt verkregen door het loon zoals omschreven in artikel 2, derde tot vijfde lid, dat ontvangen werd voor de vier kwartalen, die aanleiding hebben gegeven tot een onderwerping aan de sociale zekerheid, voorafgaand aan het kwartaal waarin het risico, dat aanleiding geeft tot de toekenning van een uitkering, zich voordoet, te delen door 312.";

2° in het tweede lid worden de woorden "die aanleiding heeft gegeven tot een onderwerping aan de sociale zekerheid en" ingevoegd tussen de woorden "dat ontvangen werd voor de periode" en de woorden "die ingaat op het tijdstip".

**Art. 43.** Deze afdeling treedt in werking op de eerste dag van het tweede kwartaal volgend op dat van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

#### HOOFDSTUK 4. — Wijziging van de wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken

**Art. 44.** In artikel 7, eerste lid, van de wet van 16 november 2015 houdende diverse bepalingen inzake sociale zaken, worden de woorden "in artikel 8, § 1, derde lid, van de wet" vervangen door de woorden "in artikel 7, 2°, van de wet".



CHAPITRE 5. — *Modification de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, concernant le paiement des dettes sociales par un responsable solidaire*

**Art. 45.** Dans l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, a), remplacé par la loi du 8 décembre 2013, les mots "valeur ajoutée;" sont remplacés par les mots "valeur ajoutée et la livraison du béton prêt à l'emploi visée à l'article 1<sup>er</sup>, a, alinéa 4, vingt-huitième tiret, de l'arrêté royal du 4 mars 1975 instituant la Commission paritaire de la construction et fixant sa dénomination et sa compétence et en fixant le nombre de membres, à l'exclusion des activités suivantes :

- 1) culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses;
- 2) culture du riz;
- 3) culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules;
- 4) culture de la canne à sucre;
- 5) culture du tabac;
- 6) culture de plantes à fibres;
- 7) culture de fleurs;
- 8) autres cultures non permanentes;
- 9) culture de la vigne;
- 10) culture de fruits tropicaux et subtropicaux;
- 11) culture d'agrumes;
- 12) culture de fruits à pépins et à noyau;
- 13) culture d'autres fruits d'arbres ou d'arbustes et de fruits à coque;
- 14) culture de fruits oléagineux;
- 15) culture de plantes destinées à la production de boissons;
- 16) culture de plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques;
- 17) autres cultures permanentes;
- 18) exploitation de pépinières, sauf pépinières forestières;
- 19) autre reproduction de plantes;
- 20) activités de soutien aux cultures;
- 21) préparation des terres;
- 22) création de cultures;
- 23) pulvérisation des récoltes, y compris par voie aérienne;
- 24) taille des arbres fruitiers et des vignes;
- 25) transplantation du riz et démariage des betteraves;
- 26) location de machines et d'équipements agricoles avec opérateur;
- 27) lutte contre les animaux nuisibles (y compris les lapins) en relation avec l'agriculture;
- 28) exploitation de systèmes d'irrigation pour l'agriculture;
- 29) sylviculture et autres activités forestières;
- 30) exploitation forestière;
- 31) récolte de produits forestiers non ligneux poussant à l'état sauvage;
- 32) services de soutien à l'exploitation forestière;
- 33) services d'aménagement paysager.";

2° dans le paragraphe 3, alinéa 7, remplacé par la loi du 27 avril 2007 et modifié par la loi du 20 juillet 2015, entre les mots "en sa qualité d'employeur." et les mots "Le Roi en établit la liste.", les phrases suivantes sont insérées :

"Est considéré comme étant débiteur auprès de l'Office national de sécurité sociale, l'employeur qui n'a pas transmis à l'Office national de sécurité sociale toutes les déclarations requises jusque et y compris celles relatives à l'avant-dernier trimestre écoulé. Est considéré comme étant débiteur auprès du Fonds de sécurité d'existence, l'employeur pour lequel toutes les données des travailleurs jusque et y compris

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, wat betreft de betaling van sociale schulden door een hoofdelijk aansprakelijke*

**Art. 45.** In artikel 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 1°, a), vervangen bij de wet van 8 december 2013, worden de woorden "toegevoegde waarde;" vervangen door de woorden "toegevoegde waarde en de levering van stortklaar beton als bedoeld in artikel 1, a, vierde lid, achtentwintigste streepje, van het koninklijk besluit van 4 maart 1975 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en tot vaststelling van het aantal leden ervan, met uitzondering van de volgende werkzaamheden :

- 1) teelt van granen (met uitzondering van rijst), peulgewassen en oliehoudende zaden;
- 2) teelt van rijst;
- 3) teelt van groenten, meloenen en wortel- en knolgewassen;
- 4) teelt van suikerriet;
- 5) teelt van tabak;
- 6) teelt van vezelgewassen;
- 7) teelt van bloemen;
- 8) teelt van andere eenjarige gewassen;
- 9) teelt van druiven;
- 10) teelt van tropisch en subtropisch fruit;
- 11) teelt van citrusvruchten;
- 12) teelt van pit- en steenvruchten;
- 13) teelt van andere boomvruchten, kleinfruit en noten;
- 14) teelt van oliehoudende vruchten;
- 15) teelt van gewassen bestemd voor de vervaardiging van dranken;
- 16) teelt van specerijgewassen en van aromatische en medicinale gewassen;
- 17) teelt van andere meerjarige gewassen;
- 18) boomkwekerijen, met uitzondering van bosboomkwekerijen;
- 19) overige plantenvermeerdering;
- 20) ondersteunende activiteiten in verband met de teelt van gewassen;
- 21) voorbereiden van landbouwvelden;
- 22) opzetten van een teelt;
- 23) besproeien van gewassen ook vanuit de lucht;
- 24) snoeien van fruitbomen en van wijnstokken;
- 25) overplanten van rijst en uitdunnen van bieten;
- 26) verhuur van landbouwmachines en -werktuigen met bedieningspersoneel;
- 27) ongediertebestrijding (ook konijnen) met betrekking tot de landbouw;
- 28) exploitatie van irrigatiesystemen voor de landbouw;
- 29) bosbouw en andere bosbouwactiviteiten;
- 30) exploitatie van bossen;
- 31) verzamelen van in het wild groeiende producten met uitzondering van hout;
- 32) ondersteunende diensten in verband met de bosbouw;
- 33) landschapsverzorging.";

2° in paragraaf 3, zevende lid, vervangen bij de wet van 27 april 2007 en gewijzigd bij de wet van 20 juli 2015, worden tussen de woorden "in zijn hoedanigheid van werkgever." en de woorden "De Koning stelt hiervan een lijst op.", de volgende zinnen ingevoegd :

"Wordt beschouwd een schuldenaar te zijn ten overstaan van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de werkgever die niet alle vereiste aangiften tot en met de aangiften betreffende het voorlaatste verlopen kwartaal heeft toegezonden aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. Wordt beschouwd een schuldenaar te zijn ten overstaan van een Fonds voor Bestaanszekerheid, de werkgever van wie niet alle gegevens

l'avant dernier trimestre écoulé ne sont pas à disposition du Fonds de sécurité d'existence.”;

3° entre le paragraphe 3 et le paragraphe 3/1, qui devient le paragraphe 3/2, il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

” § 3/1. Pour l'application du paragraphe 3, alinéa 7, est considéré comme n'étant pas débiteur auprès de l'Office national de sécurité sociale, l'employeur qui :

- a transmis à l'Office précité toutes les déclarations requises jusque et y compris celles relatives à l'avant-dernier trimestre écoulé;

- n'est pas redevable de plus de 2500,00 EUR en cotisations, majorations, indemnités forfaitaires, intérêts de retard ou frais judiciaires;

- par dérogation au tiret qui précède, pour l'employeur ressortissant à la commission paritaire de la construction, avoir payé les provisions visées à l'article 34bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Est considéré, pour l'application de cette même disposition, comme n'étant pas débiteur auprès d'un Fonds de sécurité d'existence, l'employeur :

- qui ressortit à la commission paritaire de la construction (CP 124);

- pour lequel toutes les données relatives aux rémunérations brutes des travailleurs jusque et y compris l'avant dernier trimestre écoulé sont à disposition de l'Office patronal d'organisation et de contrôle des régimes de sécurité d'existence (OPOC) soit du fait même que ces données sont à disposition via la Banque-carrefour de la sécurité sociale après qu'elles aient été transmises par l'employeur à l'O.N.S.S. via sa déclaration multifonctionnelle et validées par celui-ci, soit du fait que l'employeur, non soumis à la déclaration multifonctionnelle, ait transmis à l'OPOC les déclarations exigées;

- qui n'est pas redevable de plus de 70,00 EUR de cotisations dues dans le régime des timbres fidélité et intempéries.”.

**Art. 46.** Dans l'article 30ter de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 7, modifié par la loi du 20 juillet 2015, entre les mots "en sa qualité d'employeur." et les mots "Le Roi en établit la liste.", les phrases suivantes sont insérées :

"Est considéré comme étant débiteur auprès de l'Office national de sécurité sociale, l'employeur qui n'a pas transmis à l'Office national de sécurité sociale toutes les déclarations requises jusque et y compris celles relatives à l'avant-dernier trimestre écoulé. Est considéré comme étant débiteur auprès du Fonds de sécurité d'existence, l'employeur pour lequel toutes les données des travailleurs jusque et y compris l'avant dernier trimestre écoulé ne sont pas à disposition du Fonds de sécurité d'existence.”;

2° il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

” § 3/1. Pour l'application du paragraphe 2, alinéa 7, est considéré comme n'étant pas débiteur auprès de l'Office national de sécurité sociale, l'employeur qui :

- a transmis à l'Office précité toutes les déclarations requises jusque et y compris celles relatives à l'avant-dernier trimestre écoulé;

- n'est pas redevable de plus de 2500,00 EUR en cotisations, majorations, indemnités forfaitaires, intérêts de retard ou frais judiciaires;

Pour l'application de cette même disposition, n'est pas considéré, comme débiteur auprès d'un Fonds de sécurité d'existence, l'employeur :

- qui ressortit à la commission paritaire pour les services de gardiennages et/ou de surveillance (CP 317) qu'il soit ou non autorisé à fonctionner par le Ministère de l'Intérieur;

- pour lequel toutes les données relatives aux rémunérations brutes des travailleurs jusque et y compris l'avant-dernier trimestre écoulé sont à disposition du Fonds du fait même que ces données sont à disposition via la Banque-carrefour de la sécurité sociale après qu'elles aient été transmises par l'employeur à l'ONSS via sa déclaration multifonctionnelle (DmfA) et validées par celui-ci;

betreffende de brutobezoldingen van de arbeiders tot en met het voorlaatste verlopen kwartaal ter beschikking zijn van het Fonds voor Bestaanszekerheid.”;

3° tussen paragraaf 3 en paragraaf 3/1, dat paragraaf 3/2 wordt, wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidende :

” § 3/1. Voor de toepassing van paragraaf 3, zevende lid wordt beschouwd geen schuldenaar te zijn ten overstaan van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de werkgever die :

- aan de genoemde Rijksdienst alle geëiste aangiften heeft toegezonden tot en met de aangiften betreffende het voorlaatste verlopen kwartaal;

- niet meer dan 2500,00 EUR verschuldigd is als bijdragen, vermeerderingen, vaste vergoedingen, verwijlinteressen of gerechtskosten;

- in afwijking van het streepje dat voorafgaat, voor de werkgever die ressorteert onder het paritair comité voor het bouwbedrijf, de provisies betaald hebben die bepaald zijn bij artikel 34bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 in uitvoering van de wet van 27 juni 1969 ter herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der werknemers.

Voor de toepassing van diezelfde bepaling wordt beschouwd geen schuldenaar te zijn ten overstaan van een Fonds voor bestaanszekerheid, de werkgever :

- die valt onder bevoegdheid van het paritair comité voor het bouwbedrijf (PC 124);

- waarvan alle gegevens betreffende de brutobezoldingen van de arbeiders tot en met het voorlaatste verlopen kwartaal ter beschikking zijn van de Patronale Dienst voor Organisatie voor Controle van de Bestaanszekerheidsstelsels (PDOK), hetzij doordat die gegevens ter beschikking zijn via de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid nadat ze door de werkgever via de Multifunctionele Aangifte (DmfA) aan de RSZ zijn toegezonden en door deze laatste gevalideerd, hetzij doordat de werkgever, die niet aan de DmfA is onderworpen, de vereiste aangiften aan de PDOK heeft bezorgd;

- die niet meer dan 70,00 EUR verschuldigd is als verschuldigde bijdrage voor de financiering van de getrouwheids- en weerverletzels.”

**Art. 46.** In artikel 30ter van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, zevende lid, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2015, worden tussen de woorden "in zijn hoedanigheid van werkgever." en de woorden "De Koning stelt hiervan een lijst op.", de volgende zinnen ingevoegd :

"Wordt beschouwd een schuldenaar te zijn ten overstaan van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de werkgever die niet alle vereiste aangiften tot en met de aangiften betreffende het voorlaatste verlopen kwartaal heeft toegezonden aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. Wordt beschouwd een schuldenaar te zijn ten overstaan van een Fonds voor Bestaanszekerheid de werkgever voor wie niet alle gegevens betreffende de brutobezoldingen van de arbeiders tot en met het voorlaatste verlopen kwartaal ter beschikking zijn van het Fonds voor Bestaanszekerheid.”;

2° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidende :

” § 3/1. Voor de toepassing van paragraaf 2, zevende lid wordt beschouwd geen schuldenaar te zijn ten overstaan van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de werkgever die :

- aan de genoemde Rijksdienst alle vereiste aangiften heeft toegezonden tot en met de aangiften betreffende het voorlaatste verlopen kwartaal;

- niet meer dan 2500,00 EUR verschuldigd is als bijdragen, vermeerderingen, vaste vergoedingen, verwijlinteressen of gerechtskosten;

Voor de toepassing van diezelfde bepaling wordt niet beschouwd als schuldenaar ten overstaan van een Fonds voor bestaanszekerheid, de werkgever :

- die onder de bevoegdheid valt van het paritair comité voor de bewakings- en/of toezichtsdiensten (PC 317), ongeacht of hij al dan niet door de minister van Binnenlandse Zaken gemachtigd is om op te treden;

- waarvan alle gegevens betreffende de brutobezoldingen van de arbeiders tot en met het voorlaatste verlopen kwartaal ter beschikking zijn van het Fonds, doordat die gegevens ter beschikking zijn via de Kruispuntbank voor Sociale Zekerheid nadat ze door de werkgever via de Multifunctionele Aangifte (DmfA) aan de RSZ zijn toegezonden en door deze laatste gevalideerd;

- n'est pas redevable de plus de 900,00 EUR de cotisations audit Fonds."

**Art. 47.** Dans l'article 26 de l'arrêté royal du 27 décembre 2007 portant exécution des articles 400, 403, 404 et 406 du Code des impôts sur les revenus 1992 et des articles 12, 30bis et 30ter de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et de l'article 6ter, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, les paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 2/1 sont abrogés.

**Art. 48.** Le présent chapitre entre en vigueur le premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel il a été publié au *Moniteur belge*.

#### CHAPITRE 6. — *Les travailleurs occasionnels dans le secteur des pompes funèbres*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Modification de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

**Art. 49.** Dans la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifiée en dernier lieu par la loi du 18 juillet 2018, il est inséré un article 2/4 rédigé comme suit :

"Art. 2/4. L'application de la loi est étendue aux travailleurs occasionnels occupés chez un employeur ressortissant à la Commission paritaire des pompes funèbres.

Au sens du présent article, sont considérés comme travailleurs occasionnels : les travailleurs qui sont engagés occasionnellement dans le secteur des pompes funèbres suite à un décès et qui sont liés par un contrat à durée déterminée ou pour un travail clairement circonscrit. Cela concerne exclusivement les travailleurs qui :

- effectuent des tâches telles que le transfert de documents, effectuent le transfert de corps, font des toilettes mortuaires, installent une chapelle ardente, accueillent à la maison funéraire et aident au service du café;

- portent la dépouille ou l'urne avec les cendres du défunt et les placent dans le véhicule de transfert et/ou la voiture de cérémonie; peuvent également accompagner les proches et/ou conduire et tenir propre le véhicule de transfert et/ou la voiture de cérémonie.

Pour ces travailleurs, un enregistrement du temps de travail est obligatoire en indiquant l'heure du début et de la fin des prestations dans la dimona.

*Section 2.* — Modification de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

**Art. 50.** Dans l'article 5bis de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, inséré par l'arrêté royal du 30 avril 2007 et modifié par l'arrêté royal du 12 novembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots "l'article 2/4 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et à" sont insérés entre les mots "visés à" et les mots "l'article 8bis";

2° dans le paragraphe 2, les mots "soit la Commission paritaire des pompes funèbres" sont insérés entre les mots "la commission paritaire de l'agriculture," et les mots "soit à la commission paritaire pour le travail intérimaire";

3° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

" § 4. Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, étendre ou restreindre cette disposition aux travailleurs occasionnels et leurs employeurs ressortissants aux secteurs spécifiés par Lui."

#### *Section 3.* — Entrée en vigueur

**Art. 51.** Le présent chapitre entre en vigueur le premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel il a été publié au *Moniteur belge*.

- die niet meer dan 900,00 EUR verschuldigd is als bijdrage aan dit Fonds."

**Art. 47.** In artikel 26 van het koninklijk besluit van 27 december 2007 tot uitvoering van de artikelen 400, 403, 404 en 406 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van de artikelen 12, 30bis en 30ter van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en van artikel 6ter van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, worden de paragrafen 1, 2 en 2/1 opgeheven.

**Art. 48.** Dit hoofdstuk treedt in werking op de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

#### HOOFDSTUK 6. — *Gelegenheidswerknemers in de sector van de begrafenisondernemingen*

*Afdeling 1.* — Wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

**Art. 49.** In de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 juli 2018, wordt een artikel 2/4 ingevoegd, luidende :

"Art. 2/4. De toepassing van de wet wordt uitgebreid naar de gelegenheidswerknemers tewerkgesteld bij een werkgever die ressorteert onder het paritair comité voor de begrafenisondernemingen.

Worden in de zin van dit artikel als gelegenheidswerknemers beschouwd : de werknemers die in de sector van de begrafenisondernemingen ter gelegenheid van een overlijden, occasioneel in dienst genomen worden en verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur of voor een duidelijk omschreven werk. Het gaat daarbij uitsluitend om de werknemers die :

- taken als bode verrichten, transporten verzorgen, opbaringen verzorgen, een rouwkapel plaatsen, het onthaal in het rouwcentrum verzorgen en/ of bij de koffietafel helpen;

- de kist met het stoffelijk overschot of de urne met de as van de overledene dragen en in de (ceremonie)wagen plaatsen, de nabestaanden begeleiden en/of de (ceremonie)wagen besturen en net houden.

Voor deze werknemers geldt een verplichte tijdregistratie met opgave van het tijdstip van het begin en van het einde van de prestaties in de dimona.

*Afdeling 2.* — Wijziging van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

**Art. 50.** In artikel 5bis van het koninklijk besluit van 5 november 2002 tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, ingevoegd bij koninklijk besluit van 30 april 2007 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 november 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "artikel 2/4 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en bij" ingevoegd tussen de woorden "bedoeld bij" en de woorden "artikel 8bis";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "voor het tuinbouwbedrijf, of onder het paritair comité voor de landbouw" vervangen door de woorden "voor het tuinbouwbedrijf, het paritair comité voor de landbouw, het paritair comité voor de begrafenisondernemingen";

3° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidende :

" § 4. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, dit artikel uitbreiden of beperken tot de gelegenheidswerknemers en hun werkgevers die ressorteren onder de door Hem gespecificeerde sectoren."

#### *Afdeling 3.* — Inwerkingtreding

**Art. 51.** Dit hoofdstuk treedt in werking op de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.



CHAPITRE 7. — *Remplacement, dans différentes lois de sécurité sociale, de la référence à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel*

Section 1<sup>re</sup>. — Modification de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

**Art. 52.** Dans l'article 40, § 8, alinéa 4, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2016, les mots "à l'article 4 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel" sont remplacés par les mots "dans la réglementation en matière de traitement de données à caractère personnel".

Section 2. — Modification de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail

**Art. 53.** Dans l'article 31<sup>ter</sup>, § 2, alinéa 4, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, inséré par la loi du 8 décembre 2013, les mots "le responsable du traitement des données visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel" sont remplacés par les mots "le responsable du traitement visé à l'article 4, 7), du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)".

Section 3. — Modifications de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994

**Art. 54.** Dans l'article 9<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 11 août 2017, les mots "la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel" sont remplacés par les mots "l'article 5, 8°, de la loi du 21 août 2008 relative à l'institution et à l'organisation de la plate-forme eHealth et portant diverses dispositions".

**Art. 55.** Dans l'article 22, 20°, a), 1°, de la même loi, insérée par la loi du 10 avril 2014, les mots "une organisation intermédiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel" sont remplacés par les mots "un sous-traitant au sens de l'article 4, 8), du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), qui pseudonymise les données à caractère personnel au sens de l'article 4, 5), du même règlement".

**Art. 56.** Dans l'article 53, § 4, alinéa 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2016, les mots "la législation relative à la protection de la vie privée au sujet des données à caractère personnel" sont remplacés par les mots "la réglementation en matière de traitement des données à caractère personnel".

**Art. 57.** Dans l'article 153, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 11 août 2017, les mots "la loi sur la protection de la vie privée" sont remplacés par les mots "la réglementation en matière de traitement des données à caractère personnel".

HOOFDSTUK 7. — *Vervanging, in verschillende sociaalzekerheidswetten, van de verwijzing naar de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens*

Afdeling 1. — Wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

**Art. 52.** In artikel 40, § 8, vierde lid, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 1 december 2016, worden de woorden "in artikel 4 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens" vervangen door de woorden "in de regelgeving inzake de verwerking van persoonsgegevens".

Afdeling 2. — Wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk

**Art. 53.** In artikel 31<sup>ter</sup>, § 2, vierde lid, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, ingevoegd bij de wet van 8 december 2013, worden de woorden "verantwoordelijke voor de verwerking van de gegevens als bedoeld in artikel 1, § 4, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens" vervangen door de woorden "verwerkingsverantwoordelijke zoals bedoeld in artikel 4, 7), van de verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)".

Afdeling 3. — Wijzigingen van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

**Art. 54.** In artikel 9<sup>quater</sup>, § 1, tweede lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 11 augustus 2017, worden de woorden "de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens" vervangen door de woorden "artikel 5, 8°, van de wet van 21 augustus 2008 houdende oprichting en organisatie van het eHealth-platform en diverse bepalingen".

**Art. 55.** In artikel 22, 20°, a), 1°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 april 2014, worden de woorden "een intermediaire organisatie in de zin van artikel 1, 6°, van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens" vervangen door de woorden "een verwerker in de zin van artikel 4, 8), van de verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming), die persoonsgegevens pseudonimiseert in de zin van artikel 4, 5), van ditzelfde verdrag".

**Art. 56.** In artikel 53, § 4, tweede lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, worden de woorden "de wetgeving betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer met betrekking tot persoonsgegevens" vervangen door de woorden "de regelgeving inzake de verwerking van persoonsgegevens".

**Art. 57.** In artikel 153, § 3, eerste lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 augustus 2017, worden de woorden "de wet op de bescherming van de privacy" vervangen door de woorden "de regelgeving inzake de verwerking van persoonsgegevens".

Section 4. — Modification de la loi du 29 avril 1996 portant dispositions sociales

**Art. 58.** Dans l'article 156, § 3, alinéa 6, de la loi du 29 avril 1996 portant dispositions sociales, inséré par la loi du 13 décembre 2006, les mots "la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel" sont remplacés par les mots "la réglementation en matière de traitement de données à caractère personnel".

**Art. 59.** Le présent chapitre produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

CHAPITRE 8. — Remplacement, dans certaines lois de santé publique, de la référence à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel

**Art. 60.** Dans l'article 274, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi programme (I) du 24 décembre 2002, les phrases "l'article 17bis de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, un conseiller en matière d'information, de sécurité et de protection de la vie privée. Cette personne a une mission de conseil, d'information, de stimulation et de contrôle en ce qui concerne l'application de la loi du 8 décembre 1992." sont remplacées par les phrases "l'article 37 du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, un délégué à la protection des données".

**Art. 61.** Dans l'article 278 de la même loi, modifié par la loi du 19 mars 2013 et par l'arrêté royal du 11 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 10, les mots "une organisation intermédiaire au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel" sont remplacés par les mots "un sous-traitant au sens de l'article 4, 8), du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, qui pseudonymise les données à caractère personnel au sens de l'article 4, 5), du même règlement";

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 12, 1<sup>o</sup>, les mots "des données anonymes au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel" sont remplacés par les mots "des données qui ne peuvent être considérées comme des "données à caractère personnel", au sens de l'article 4, 1), du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE".

**Art. 62.** Dans l'article 280, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les phrases "l'article 17bis de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, un conseiller en matière d'information, de sécurité et de protection de la vie privée. Cette personne a une mission de conseil, d'information, de stimulation et de contrôle en ce qui concerne l'application de la loi du 8 décembre 1992." sont remplacées par les phrases "l'article 37 du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, un délégué à la protection des données".

**Art. 63.** Dans l'article 286, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les phrases "l'article 17bis de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, un conseiller en matière d'information, de sécurité et de protection de la vie privée. Cette personne a une mission de conseil, d'information, de stimulation et de contrôle en ce qui concerne l'application de la loi du 8 décembre 1992." sont remplacées par les phrases "l'article 37 du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, un délégué à la protection des données".

Afdeling 4. — Wijziging van de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen

**Art. 58.** In artikel 156, § 3, zesde lid, van de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen, ingevoegd bij de wet van 13 december 2006, worden de woorden "de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens" vervangen door de woorden "de regelgeving inzake de verwerking van persoonsgegevens".

**Art. 59.** Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2018.

HOOFDSTUK 8. — Vervanging, in bepaalde volksgezondheidswetten, van de verwijzing naar de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens

**Art. 60.** In artikel 274, eerste lid, van de Programmawet (I) van 24 december 2002 worden de zinnen "artikel 17bis van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, een consulent informatie, veiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer aan. Deze persoon heeft een adviserende, documenterende, stimulerende en controlerende taak inzake de toepassing van de wet van 8 december 1992." vervangen door de zinnen "artikel 37 van de verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, een functionaris voor de gegevensbescherming aan".

**Art. 61.** In artikel 278 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 19 maart 2013 en bij het koninklijk besluit van 11 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het tiende lid worden de woorden "een intermediaire organisatie in de zin van artikel 1, 6<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens" vervangen door de woorden "een verwerker in de zin van artikel 4, 8), van de verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG, die persoonsgegevens pseudonimiseert in de zin van artikel 4, 5), van ditzelfde verdrag";

2<sup>o</sup> in het twaalfde lid, 1<sup>o</sup>, worden de woorden "anonieme gegevens in de zin van artikel 1, 5<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens" vervangen door de woorden "gegevens die niet kunnen worden beschouwd als "persoonsgegevens" in de zin van artikel 4, 1), van de verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG".

**Art. 62.** In artikel 280, eerste lid, van dezelfde wet worden de zinnen "artikel 17bis van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, een consulent informatie, veiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer aan. Deze persoon heeft een adviserende, documenterende, stimulerende en controlerende taak inzake de toepassing van de wet van 8 december 1992." vervangen door de zinnen "artikel 37 van de verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, een functionaris voor de gegevensbescherming aan".

**Art. 63.** In artikel 286, eerste lid, van dezelfde wet worden de zinnen "artikel 17bis van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, een consulent informatie, veiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer aan. Deze persoon heeft een adviserende, documenterende, stimulerende en controlerende taak inzake de toepassing van de wet van 8 december 1992." vervangen door de zinnen "artikel 37 van de verordening 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG, een functionaris voor de gegevensbescherming aan".

**Art. 64.** Le présent chapitre produit ses effets le 1<sup>er</sup> octobre 2018.

CHAPITRE 9. — *Modification de la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale*

**Art. 65.** Dans la loi du 18 avril 2017 portant réforme du financement de la sécurité sociale, il est inséré un article 21/1 rédigé comme suit :

“Article 21/1. Le montant obtenu après application de l’article 21, §§ 2 et 3, est majoré pour les années 2018, 2019 et 2020 d’un montant égal au montant visé à l’article 24, § 2<sup>ter</sup>, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.”

CHAPITRE 10. — *Modification de l’article 38, § 3terdecies de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés*

*Section 1<sup>re</sup>. — Travailleurs salariés*

**Art. 66.** L’article 38, § 3terdecies, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, rétabli par l’article 5 de la loi du 30 septembre 2017 portant des dispositions diverses en matière sociale et modifié par l’article 28 de la loi-programme du 25 décembre 2017, est remplacé par ce qui suit :

“A. Lorsqu’au 1<sup>er</sup> janvier de l’année qui précède une année de cotisation, la somme de la pension légale et des réserves acquises, ou à défaut de réserves acquises, des réserves afférentes à la pension complémentaire de retraite ou de survie divisées par le coefficient de conversion visé à l’alinéa 3, dépasse pour un travailleur l’objectif de pension, l’organisateur est redevable au quatrième trimestre de chaque année de cotisation d’une cotisation spéciale.

La pension complémentaire de retraite ou de survie visée à l’alinéa 1<sup>er</sup> comprend toute pension complémentaire de retraite ou de survie quel que soit le statut de la personne concernée lorsqu’elle a été constituée.

Les réserves acquises ou les réserves visées à l’alinéa 1<sup>er</sup> sont préalablement divisées par le coefficient qui, pour une rente mensuelle dans le chef d’une personne de 65 ans, est fixé par la Direction générale Soutien et coordination politiques du Service public fédéral Sécurité sociale sur la base des tables de mortalité prospectives et neutres au niveau du genre, qui sont déterminées sur la base des dernières études démographiques réalisées par la Direction générale Statistiques et Information économique du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie et le Bureau fédéral du Plan, sur la base d’un taux d’intérêt correspondant au taux d’intérêt moyen des six dernières années des OLO sur dix ans, sur la base d’une indexation annuelle de la rente mensuelle de 2 % par an et d’une réversibilité de cette rente mensuelle à concurrence de 80 % en faveur d’une autre personne du même âge. A chaque fois que des nouvelles tables de mortalité prospectives sont réalisées, le coefficient de conversion est recalculé, en tenant compte du taux d’intérêt moyen précité applicable à ce moment-là.

La cotisation spéciale due par l’organisateur pour le travailleur concerné est égale à 3 % de sa quote-part dans le montant de la variation des réserves acquises, ou à défaut de réserves acquises, des réserves afférentes à la pension complémentaire de retraite ou de survie au cours de l’année qui précède l’année de cotisation.

Le montant de la variation correspond à la différence, lorsque celle-ci est positive, entre les réserves acquises ou, à défaut de réserves acquises, les réserves au 1<sup>er</sup> janvier de l’année de cotisation et les réserves acquises, ou à défaut de réserves acquises, les réserves au 1<sup>er</sup> janvier de l’année qui précède l’année de cotisation. Les réserves acquises ou les réserves de l’année qui précède l’année de cotisation sont préalablement capitalisées au taux qui correspond au taux d’intérêt moyen des six dernières années calendrier précédant l’année de cotisation des OLO sur dix ans.

Lorsque les réserves acquises ou les réserves ne sont pas calculables au 1<sup>er</sup> janvier de l’année de cotisation ou au 1<sup>er</sup> janvier de l’année qui précède l’année de cotisation en raison d’un événement intervenu dans le cours de la constitution de la pension complémentaire de retraite ou de survie, elles sont calculées comme suit :

a) les réserves acquises ou les réserves qui doivent normalement être calculées au 1<sup>er</sup> janvier de l’année qui précède l’année de cotisation doivent être calculées au premier moment où elles peuvent être calculées qui suit le 1<sup>er</sup> janvier de l’année qui précède l’année de cotisation;

**Art. 64.** Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2018.

HOOFDSTUK 9. — *Wijziging van de wet van 18 april 2017 houdende hervorming van de financiering van de sociale zekerheid*

**Art. 65.** In de wet van 18 april 2017 houdende hervorming van de financiering van de sociale zekerheid wordt een artikel 21/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 21/1. Het bedrag bekomen na toepassing van artikel 21, §§ 2 en 3, wordt voor de jaren 2018, 2019 en 2020 verhoogd met een bedrag gelijk aan het bedrag bedoeld in artikel 24, § 2<sup>ter</sup>, van de wet van 29 juni 1981 houdende algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers.”

HOOFDSTUK 10. — *Wijziging van artikel 38, § 3terdecies van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers*

*Afdeling 1. — Werknemers*

**Art. 66.** Artikel 38, § 3terdecies, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, hersteld bij artikel 5 van de wet van 30 september 2017 houdende diverse bepalingen inzake sociale zekerheid en gewijzigd bij artikel 28 van de programmawet van 25 december 2017, wordt vervangen als volgt :

“A. Wanneer op 1 januari van het jaar dat aan een bijdragejaar voorafgaat, de som van het wettelijk pensioen en van de verworven reserves of, bij gebrek aan verworven reserves, de reserves betreffende het aanvullend rust- of overlevingspensioen, gedeeld door de in het derde lid bedoelde omzettingcoëfficiënt, de pensioendoelstelling voor een werknemer overschrijdt, is de inrichter in het vierde kwartaal van elk bijdragejaar een bijzondere bijdrage verschuldigd.

Het in het eerste lid bedoeld aanvullend rust- of overlevingspensioen omvat elk aanvullend rust- of overlevingspensioen, ongeacht het statuut van de betrokken persoon wanneer het werd opgebouwd.

De verworven reserves of de reserves bedoeld in het eerste lid worden vooraf gedeeld door de coëfficiënt die voor een maandelijks rente in hoofde van een 65-jarige wordt vastgesteld door de directie-generaal Beleidsondersteuning en -coördinatie van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid op grond van prospectieve, geslacht-neutrale sterftetafels die worden vastgesteld op basis van de laatste demografische studies uitgevoerd door de algemene directie Statistiek en Economische Informatie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en het Federaal Planbureau, op grond van een interestvoet die overeenstemt met de gemiddelde interestvoet over de laatste 6 jaar van de OLO’s op 10 jaar, op grond van een jaarlijkse indexering van de maandelijks rente met 2 % per jaar en op grond van een overdraagbaarheid van die maandelijks rente ten belope van 80 % ten gunste van een andere persoon met dezelfde leeftijd. Telkens nieuwe prospectieve sterftetafels worden opgesteld, wordt de omzettingcoëfficiënt herberekend, rekening houdend met de op dat ogenblik geldende hiervoor vermelde gemiddelde interestvoet.

De bijzondere bijdrage die voor de werknemer door de inrichter verschuldigd is, bedraagt 3 % op zijn aandeel in het bedrag van de verandering van de verworven reserves of, bij gebrek aan verworven reserves, van de reserves betreffende het aanvullend rust- of overlevingspensioen tijdens het jaar dat aan het bijdragejaar voorafgaat.

Het bedrag van de verandering stemt overeen met het verschil, wanneer dit positief is, tussen de verworven reserves, of bij gebrek aan verworven reserves, de reserves op 1 januari van het bijdragejaar en de verworven reserves, of bij gebrek aan verworven reserves, de reserves op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het bijdragejaar. De verworven reserves of de reserves van het jaar dat voorafgaat aan het bijdragejaar worden vooraf gekapitaliseerd tegen de rentevoet die overeenstemt met de gemiddelde interestvoet over de laatste zes kalenderjaren, voorafgaand aan het bijdragejaar, van de OLO’s op 10 jaar.

Als de verworven reserves of de reserves niet kunnen worden berekend op 1 januari van het bijdragejaar of op 1 januari van het jaar dat voorafgaat aan het bijdragejaar omwille van een gebeurtenis die in de loop van de opbouw van het aanvullend rust- of overlevingspensioen plaatsvond, dan worden ze als volgt berekend :

a) de verworven reserves of de reserves die normaal gezien moeten worden berekend op 1 januari van het jaar dat aan het bijdragejaar voorafgaat, moeten worden berekend op het eerste tijdstip dat ze kunnen worden berekend na 1 januari van het jaar dat aan het bijdragejaar voorafgaat;



b) les réserves acquises ou les réserves qui doivent normalement être calculées au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de cotisation, doivent être calculées au dernier moment où elles peuvent être calculées qui précède le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de cotisation.

Le montant de cette variation est majoré, le cas échéant, jusqu'aux montants garantis en application de l'article 24 de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, aux moments prévus par cet article 24.

B. Pour l'application de A, il faut entendre par :

1° pension légale: 50 % du plafond visé à l'article 7, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, pour l'année concernée, multiplié par la fraction de carrière applicable aux travailleurs salariés, et augmenté, le cas échéant, de 25 % du plafond visé à l'article 5, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, pour l'année concernée, multiplié par la fraction de carrière applicable aux travailleurs indépendants;

2° pension complémentaire de retraite ou de survie : celle constituée tant au niveau d'une entreprise que celle afférente à une pension complémentaire de retraite ou de survie constituée, le cas échéant, au niveau d'un secteur d'activité.

Sont visées tant les pensions complémentaires de retraite ou de survie dont l'exécution est confiée à un organisme de pension que celles financées par des provisions au passif du bilan de l'entreprise ou par une assurance dirigeant d'entreprise.

Pour les pensions complémentaires de retraite ou de survie financées par des provisions au passif du bilan de l'entreprise ou par une assurance dirigeant d'entreprise, par réserves acquises, sont visés les montants qui doivent être communiqués à l'ASBL SIGeDIS conformément aux instructions émises en vertu de l'article 5 de l'arrêté royal du 25 avril 2007 portant exécution de l'article 306 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;

3° montant de base: le montant visé à l'article 39, alinéa 2, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires;

4° fraction de carrière applicable aux travailleurs salariés: le nombre d'années de carrière déjà accomplies dans le régime des travailleurs salariés, divisé par 45;

5° fraction de carrière applicable aux travailleurs indépendants : le nombre d'années de carrière déjà accomplies dans le régime des travailleurs indépendants, divisé par 45;

6° objectif de pension : le montant de base multiplié par la fraction de carrière qui tient compte de la carrière déjà accomplie comme travailleur salarié et travailleur indépendant.

Le Roi peut définir les termes "année de carrière" par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

C. Les organismes de pension communiquent à l'ASBL SIGeDIS les données permettant de déterminer la base de perception de la cotisation spéciale en vertu de l'article 5 de l'arrêté royal du 25 avril 2007 portant exécution de l'article 306 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, au plus tard le 31 août de chaque année de cotisation.

Afin de permettre aux organismes de pension de communiquer les données susvisées à l'ASBL SIGeDIS, les organisateurs communiquent aux organismes de pension, au plus tard le 28 février de chaque année de cotisation, la liste des travailleurs qui ont été affiliés à l'engagement de pension durant l'année précédant l'année de cotisation, les numéros d'identification de la sécurité sociale (NISS) des travailleurs ainsi que le numéro d'entreprise de la Banque- Carrefour des entreprises (BCE) de l'organisateur.

Les montants de référence pour la détermination du montant de base et de la pension légale sont fixés pour chaque année de cotisation par les services de pension compétents et communiqués par ces derniers à l'ASBL SIGeDIS au plus tard le 31 août de chaque année de cotisation.

Les données concernant le nombre d'années de carrière déjà accomplies et les réserves acquises ou les réserves sont fixées pour chaque année de cotisation par l'ASBL SIGeDIS.

L'ASBL SIGeDIS communique aux organisateurs, au plus tard le 31 octobre de chaque année de cotisation, les données nécessaires au calcul et au paiement de la cotisation spéciale.

b) de verworven reserves of de reserves die normaal gezien moeten worden berekend op 1 januari van het bijdragejaar, moeten worden berekend op het laatste tijdstip dat ze kunnen worden berekend vóór 1 januari van het bijdragejaar.

Het bedrag van de verandering wordt desgevallend verhoogd tot de bedragen gewaarborgd met toepassing van artikel 24 van wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, op de tijdstippen bepaald in dit artikel 24.

B. Voor de toepassing van A dient te worden verstaan onder :

1° wettelijk pensioen: 50 % van het plafond bedoeld in artikel 7, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, voor het betrokken jaar, vermenigvuldigd met de loopbaanbreuk van toepassing voor de werknemers, en desgevallend vermeerderd met 25 % van het plafond bedoeld in artikel 5, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, voor het betrokken jaar, vermenigvuldigd met de loopbaanbreuk van toepassing voor de zelfstandigen;

2° aanvullend rust- of overlevingspensioen : zowel datgene dat op het niveau van een onderneming wordt opgebouwd als datgene dat desgevallend op het niveau van de bedrijfstak wordt opgebouwd.

Er worden zowel aanvullende rust- of overlevingspensioenen bedoeld waarvan de uitvoering wordt toevertrouwd aan een pensioeninstelling als diegene die door provisies op de passiefzijde van de balans van de onderneming of door een bedrijfsleidersverzekering worden gefinancierd.

Voor de aanvullende rust- of overlevingspensioenen die door provisies op de passiefzijde van de balans van de onderneming of door een bedrijfsleidersverzekering worden gefinancierd, worden met verworven reserves de bedragen bedoeld die aan de vzw SIGeDIS moeten worden meegedeeld overeenkomstig de instructies die voortvloeien uit artikel 5 van het koninklijk besluit van 25 april 2007 tot uitvoering van artikel 306 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

3° basisbedrag : het bedrag bedoeld in artikel 39, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen;

4° loopbaanbreuk voor werknemers : het aantal reeds gepresteerde loopbaan jaren in het stelsel van de werknemers gedeeld door 45;

5° loopbaanbreuk voor zelfstandigen : het aantal reeds gepresteerde loopbaan jaren in het stelsel van de zelfstandigen gedeeld door 45;

6° pensioendoelstelling : het basisbedrag vermenigvuldigd met de loopbaanbreuk die rekening houdt met de reeds gepresteerde loopbaan als werknemer en zelfstandige.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de term "loopbaanjaar" definiëren.

C. De pensioeninstellingen delen aan de vzw SIGeDIS de gegevens mee op basis waarvan de inningsgrondslag voor de bijzondere bijdrage kan worden vastgesteld krachtens artikel 5 van het koninklijk besluit van 25 april 2007 tot uitvoering van artikel 306 van de programmawet (I) van 27 december 2006, uiterlijk op 31 augustus van elk bijdragejaar.

Opdat de pensioeninstellingen de hiervoor vermelde gegevens aan de vzw SIGeDIS zouden kunnen meedelen, bezorgen de inrichters aan de pensioeninstellingen, uiterlijk op 28 februari van elk bijdragejaar de lijst met de werknemers die waren aangesloten bij de pensioentoezegging tijdens het jaar dat aan het bijdragejaar voorafgaat, de identificatienummers van de sociale zekerheid (INSZ) van de werknemers, evenals het ondernemingsnummer van de Kruispuntbank van ondernemingen (KBO) van de inrichter.

De referentiebedragen voor de bepaling van het basisbedrag en van het wettelijk pensioen worden voor elk bijdragejaar vastgesteld door de bevoegde pensioendiensten en door hen ten laatste op 31 augustus van elk bijdragejaar meegedeeld aan de vzw SIGeDIS.

De gegevens betreffende het aantal reeds gepresteerde loopbaan jaren en de verworven reserves of de reserves worden voor elk bijdragejaar vastgesteld door de vzw SIGeDIS.

De vzw SIGeDIS deelt, uiterlijk op 31 oktober van elk bijdragejaar, aan de inrichters de nodige gegevens mee voor de berekening en betaling van de bijzondere bijdrage.

L'ASBL SIGeDIS met les données qu'elle reçoit à disposition des institutions de perception sur la base des instructions émises par ces dernières.

D. Cette cotisation spéciale est assimilée à une cotisation de sécurité sociale, notamment en ce qui concerne les déclarations avec justificatif des cotisations, les délais de paiement, l'application des sanctions civiles et des dispositions pénales, la surveillance, la désignation du juge compétent en cas de litige, la prescription en matière de procédure judiciaire, le privilège et la communication du montant de la créance des institutions chargées de la perception et du recouvrement des cotisations.

E. Cette cotisation spéciale est perçue par l'organisme de perception compétent.

F. Le Roi peut fixer, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de perception et de recouvrement de cette cotisation spéciale.

G. Le produit de la cotisation est versé par l'organisme de perception à l'ONSS-gestion globale, visé à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs."

### Section 2. — Indépendants

**Art. 67.** Dans l'article 30 de la loi programme du 22 juin 2012, rétabli par l'article 12 de la loi du 30 septembre 2017 et remplacé par l'article 32 de la loi du 18 février 2018, au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées:

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 8, les mots "au plus tard le 30 juin de chaque année de cotisation" sont remplacés par les mots "au plus tard le 31 août de chaque année de cotisation";

2<sup>o</sup> dans l'alinéa 12 les mots "au plus tard le 30 septembre de chaque année de cotisation" sont remplacés par les mots "au plus tard le 31 octobre de chaque année de cotisation".

**Art. 68.** Ce chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

#### CHAPITRE 11. — Modifications du Code pénal social concernant le service d'information et de recherche sociale

**Art. 69.** Le titre 1<sup>er</sup> du livre 1<sup>er</sup> du Code pénal social, modifié par les lois des 27 décembre 2012, 11 février 2013, 29 février 2016, 1 juillet 2016 et 25 décembre 2016, est remplacé comme suit :

"TITRE 1<sup>er</sup>. La politique de prévention et de surveillance

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

Article 1<sup>er</sup>. La politique de lutte contre le travail illégal et la fraude sociale

§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice d'autres dispositions, pour l'application du présent titre, on entend par fraude sociale et travail illégal : toute infraction à une législation sociale relevant de la compétence de l'autorité fédérale.

§ 2. La politique de lutte contre le travail illégal et la fraude sociale est définie par le Conseil des ministres, qui désigne les ministres compétents pour son exécution.

Cette politique est communiquée par les ministres compétents pour les Affaires sociales, l'Emploi, la Justice, les Indépendants et la Lutte contre la fraude sociale au Service d'Information et de Recherche Sociale.

Art. 2. Le plan stratégique et le plan d'action opérationnel pour la lutte contre la fraude sociale

Dans le cadre de la politique de lutte contre la fraude sociale et le travail illégal, le comité stratégique établit un plan stratégique de lutte contre la fraude sociale sous la direction du membre du gouvernement compétent pour la lutte contre la fraude sociale. Ce plan stratégique porté sur une période de quatre ans et tient compte des contrats d'administration des institutions publiques de sécurité sociale ainsi que des services publics fédéraux.

Ce plan stratégique est soumis au Conseil des ministres pour approbation, qui l'approuve au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier de la première année de la période auquel il se rapporte.

Le plan stratégique se concrétise chaque année en un plan d'action opérationnel de lutte contre la fraude sociale.

De vzw SIGeDIS stelt de gegevens die ze ontvangt ter beschikking van de inningsinstellingen op basis van de instructies die deze haar geven.

D. Deze bijzondere bijdrage wordt gelijkgesteld met een sociale-zekerheidsbijdrage, in het bijzonder wat betreft de aangiften met verantwoordings van de bijdragen, de betalingstermijnen, de toepassing van de burgerlijke sancties en van de strafbepalingen, het toezicht, de aanwijzing van de rechter bevoegd bij betwisting, de verjaring inzake rechtsvorderingen, het voorrecht en de mededeling van het bedrag van de schuldvordering van de instellingen belast met de inning en de invordering van de bijdragen.

E. Deze bijzondere bijdrage wordt geïnd door de bevoegde inningsinstelling.

F. De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de nadere regels van de inning en de invordering van deze bijzondere bijdrage bepalen.

G. De opbrengst van de bijdrage wordt door de inningsinstelling gestort aan de RSZ-Globaal Beheer, bedoeld in artikel 5, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders."

### Afdeling 2. — Zelfstandigen

**Art. 67.** In artikel 30 van de programmawet van 22 juni 2012, hersteld bij artikel 12 van de wet van 30 september 2017 en vervangen bij artikel 32 van de wet van 18 februari 2018, worden in paragraaf 1 de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het achtste lid worden de woorden "uiterlijk op 30 juni van elk bijdragejaar" vervangen door de woorden "uiterlijk op 31 augustus van elk bijdragejaar";

2<sup>o</sup> in het twaalfde lid worden de woorden "uiterlijk op 30 september van elk bijdragejaar" vervangen door de woorden "uiterlijk op 31 oktober van elk bijdragejaar".

**Art. 68.** Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2019.

#### HOOFDSTUK 11. — Wijzigingen van het sociaal strafwetboek met betrekking tot de sociale inlichtingen- en opsporingsdienst

**Art. 69.** Titel 1 van Boek 1 van het Sociaal Strafwetboek, zoals gewijzigd bij de wetten van 27 december 2012, 11 februari 2013, 29 februari 2016, 1 juli 2016 en 25 december 2016, wordt vervangen als volgt :

"TITEL 1. Beleid inzake preventie en toezicht

#### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Het beleid van de strijd tegen de illegale arbeid en de sociale fraude

§ 1. Onder voorbehoud van andersluidende bepalingen wordt voor de toepassing van deze titel verstaan onder sociale fraude en illegale arbeid : iedere inbreuk op een sociale wetgeving die tot de bevoegdheid van de federale overheid behoort.

§ 2. Het beleid van de strijd tegen de illegale arbeid en de sociale fraude wordt bepaald door de Ministerraad, die de bevoegde ministers met de uitvoering ervan belast.

Dit beleid wordt door de ministers bevoegd voor Sociale Zaken, Werk, Justitie, Zelfstandigen en de Bestrijding van de sociale fraude meegedeeld aan de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst.

Art. 2. Strategisch plan en operationeel actieplan voor de bestrijding van sociale fraude

In het kader van het beleid van de strijd tegen de sociale fraude en de illegale arbeid wordt door het strategisch comité, onder leiding van het regeringslid dat bevoegd is voor de bestrijding van de sociale fraude, een strategisch plan voor de bestrijding van sociale fraude opgesteld. Dit strategisch plan heeft betrekking op een periode van vier jaar en houdt rekening met de bestuursovereenkomsten van de Openbare Instellingen van de Sociale Zekerheid en de federale overheidsdiensten.

Dit strategisch plan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Ministerraad, die het ten laatste op 1 januari van het eerste jaar van de periode waarop het betrekking heeft, goedkeurt.

Het strategisch plan wordt jaarlijks verder geconcretiseerd in een operationeel actieplan voor de bestrijding van sociale fraude.

Le plan d'action opérationnel comprend notamment :

- 1° les actions individuelles de contrôle;
- 2° les actions collectives de contrôle;
- 3° les nouvelles actions stratégiques et opérationnelles.

Le plan d'action opérationnel est soumis au comité stratégique et au comité ministériel pour la lutte contre la fraude pour approbation. Le Conseil des ministres approuve le plan au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier de l'année calendrier auquel il se rapporte.

#### CHAPITRE 2. — *Le Service d'Information et de Recherche Sociale*

Art. 3. La mission et les tâches du Service d'Information et de Recherche Sociale

Un Service d'Information et de Recherche Sociale, nommé ci-après le SIRS, est créé. Il se compose d'un comité stratégique, d'un staff et de deux comités de concertation structurelle.

Le SIRS est placé sous l'autorité des ministres compétents pour la lutte contre la fraude sociale.

Le SIRS est un organe stratégique qui, sur la base des connaissances et réflexions des services d'inspection des administrations visées à l'article 4, 4° et 5°, et d'un appui scientifique, développe une vision de la lutte contre la fraude sociale, qui se traduit en stratégies concrètes. Le SIRS prépare le plan stratégique et les plans d'action opérationnels et est chargé de l'appui politique.

Les tâches du SIRS sont :

1° préparer la politique telle que définie par le Conseil des ministres en matière de lutte contre le travail illégal et la fraude sociale en exécution du plan stratégique et du plan d'action opérationnel visés à l'article 2;

2° orienter et mener des actions de prévention nécessaires à la mise en œuvre de cette politique;

3° préparer les protocoles de collaboration entre l'autorité fédérale et les régions concernant la coordination des contrôles en matière de travail illégal et de fraude sociale;

4° évaluer trimestriellement le degré de réalisation des différents éléments du plan d'action opérationnel annuel visé à l'article 2. Si l'évaluation trimestrielle indique deux fois de suite que les objectifs définis dans le plan opérationnel ne seront pas atteints ou que les produits ne seront pas réalisés, le directeur du SIRS en avise le comité stratégique;

5° préparer des directives en exécution du plan d'action opérationnel pour les cellules d'arrondissement visées à l'article 12;

6° apporter aux administrations et aux services compétents en matière de lutte contre le travail illégal et la fraude sociale toute l'assistance nécessaire sur le fond;

7° réaliser des études relatives à la problématique du travail illégal et de la fraude sociale en permettant un meilleur ciblage des actions à mener;

8° assurer la concertation entre les services d'inspection et leur soutien par l'intermédiaire des comités de concertation;

9° identifier les besoins communs en formation des membres du personnel des services d'inspection et assurer les formations nécessaires;

10° définir une politique de communication externe pour le comité stratégique;

11° assurer le suivi de la mise en œuvre des conventions de partenariat conclues par le(s) ministre(s), visées à l'article 15, et en faire rapport au comité stratégique;

12° coordonner les informations communiquées par les services d'inspection compétents pour lutter contre l'occupation illégale et faire rapport chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juillet, à la Commission européenne;

13° dégager une vision et préparer des stratégies pour contrer la fraude sociale;

14° organiser une concertation structurelle avec les différentes institutions concernées dont les régions qui collaborent activement à la lutte contre la fraude sociale ainsi qu'avec d'autres acteurs pertinents;

15° mettre au point une collaboration internationale entre services d'inspection dans le cadre des actions communes aux différents services et d'en assurer le suivi.

Het operationeel actieplan bevat onder meer :

- 1° de individuele controleacties;
- 2° de gemeenschappelijke controleacties;
- 3° nieuwe beleids- en operationele acties.

Het operationeel actieplan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan het strategisch comité en het Ministerieel Comité voor de Fraudebestrijding. De Ministerraad keurt het plan ten laatste op 1 januari van het kalenderjaar waarop het betrekking heeft, goed.

#### HOOFDSTUK 2. — *De Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst*

Art. 3. Missie en opdrachten van de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst

Er wordt een Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst opgericht, hierna de SIOD genoemd, die samengesteld is uit een strategisch comité, een staf en twee structurele overlegcomités.

De SIOD valt onder de leiding van de ministers die bevoegd zijn voor de bestrijding van sociale fraude.

De SIOD is een strategisch orgaan dat op basis van de kennis en inzichten van de inspectiediensten van de administraties bedoeld in artikel 4, 4° en 5°, en met wetenschappelijke ondersteuning een visie ontwikkelt op de bestrijding van sociale fraude en die omzet in concrete strategieën. De SIOD bereidt het strategisch plan en de operationele actieplannen voor en staat in voor de beleidsondersteuning.

De opdrachten van de SIOD zijn :

1° het beleid voorbereiden zoals vastgesteld door de Ministerraad inzake de strijd tegen illegale arbeid en sociale fraude, ter uitvoering van het strategisch plan en het operationeel actieplan bedoeld in artikel 2;

2° de preventieacties sturen en opzetten die nodig zijn voor de uitvoering van dit beleid;

3° het voorbereiden van de samenwerkingsprotocollen tussen de federale overheid en de gewesten betreffende de coördinatie van de controles inzake illegale arbeid en sociale fraude;

4° de trimestriële evaluatie van de realisatiegraad van de verschillende elementen van het jaarlijks operationeel actieplan bedoeld in artikel 2. Indien de trimestriële evaluatie twee maal op rij aangeeft dat de doelstellingen of opbrengsten zoals voorzien in het operationeel actieplan niet zullen worden bereikt, brengt de directeur van de SIOD het strategisch comité hiervan op de hoogte;

5° het voorbereiden van richtlijnen ter uitvoering van het operationeel actieplan voor de arrondissementscellen bedoeld in artikel 12;

6° de nodige inhoudelijke bijstand verlenen aan de bevoegde besturen en diensten inzake de strijd tegen de illegale arbeid en de sociale fraude;

7° studies uitvoeren over de problematiek van illegale arbeid en sociale fraude en het mogelijk maken meer gerichte acties te ondernemen;

8° zorgen voor overleg tussen de inspectiediensten en voor hun ondersteuning via de overlegcomités;

9° het identificeren van de gemeenschappelijke opleidingsbehoeften van de personeelsleden van de inspectiediensten en zorgen voor de nodige opleidingen;

10° een extern communicatiebeleid voorbereiden voor het strategisch comité;

11° het opvolgen van de uitvoering van de door de minister(s) gesloten partnerschapsovereenkomsten, bedoeld in artikel 15, en er over rapporteren aan het strategisch comité;

12° het coördineren van de informatie meegedeeld door de inspectiediensten bevoegd voor de strijd tegen illegale tewerkstelling en jaarlijks, voor 1 juli van elk jaar, verslag uitbrengen aan de Europese Commissie;

13° een visie ontwikkelen en voorbereiden van strategieën om sociale fraude aan te pakken;

14° het organiseren van een structureel overleg met de diverse betrokken instellingen waaronder de regio's die actief meewerken aan de strijd tegen de sociale fraude en andere relevante actoren;

15° een internationale samenwerking tussen inspectiediensten op punt zetten in het kader van hun gezamenlijke acties en de opvolging ervan verzekeren.



## Art. 4. La composition du comité stratégique

Le comité stratégique se compose comme suit :

1° du membre du gouvernement compétent pour la lutte contre la fraude sociale ou son représentant;

2° des ministres compétents pour les Affaires sociales, l'Emploi, la Justice et les Indépendants ou leur représentant;

3° du directeur du SIRS;

4° des administrateurs généraux de l'Office national de sécurité sociale, de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, de l'Office national de l'emploi et de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

5° du président du comité de direction du service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale;

6° du procureur général désigné par le Collège des procureurs généraux;

La présidence du comité stratégique est assurée par le membre du gouvernement compétent pour la lutte contre la fraude sociale.

## Art. 5. Les tâches du comité stratégique

Le comité stratégique a notamment pour missions :

1° la validation du plan d'action stratégique, visé à l'article 2, pour une période de quatre ans, compte tenu des contrats d'administration des institutions publiques de sécurité sociale et des services publics fédéraux;

2° la validation du plan d'action opérationnel, visé à l'article 2;

3° la validation des stratégies proposées;

4° la validation des objectifs par service d'inspection en ce qui concerne la mise en œuvre du plan opérationnel;

5° la validation des tâches du staff, visé à l'article 3, alinéa 4.

## Art. 6. La composition du staff du SIRS

Le staff du SIRS est composé :

1° du directeur du SIRS;

2° des experts chargés du soutien du directeur lors de la rédaction et du suivi du plan stratégique et du plan d'action opérationnel, visés à l'article 2;

3° d'un magistrat d'un auditorat du travail et/ou d'un auditorat général du travail;

4° d'un membre du Service public fédéral Finances;

5° des coordinateurs SIRS, dont le statut est fixé par le Roi : il s'agit d'inspecteurs sociaux de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, de l'Office national de sécurité sociale, de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et de l'Office national de l'Emploi.

6° un secrétariat qui assiste le staff. Le secrétariat du staff est également chargé des tâches du secrétariat du Comité stratégique.

Le staff du SIRS est dirigé par le comité stratégique.

## Art. 7. Les tâches du staff

Le staff est chargé de l'exécution des tâches du SIRS visées à l'article 3.

Les coordinateurs SIRS sont chargés du soutien des cellules d'arrondissement. Ils mettent leurs connaissances et leur expertise à la disposition du SIRS.

Art. 8. La fonction du dirigeant, appelé le directeur du SIRS, les conditions de sa nomination et son statut

Le directeur du SIRS doit être titulaire d'une fonction de management.

Le Roi détermine, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions de nomination et le statut pécuniaire et administratif du directeur.

Dans l'attente de la désignation du fonctionnaire mandataire dirigeant visé aux alinéas précédents, le fonctionnaire dirigeant de la direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, au 1<sup>er</sup> juillet 2017, continue à exercer la fonction du directeur du SIRS jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2018.

## Art. 4. Samenstelling van het strategisch comité

Het strategisch comité is samengesteld uit :

1° het regeringslid dat bevoegd is voor de bestrijding van sociale fraude of zijn vertegenwoordiger;

2° de ministers bevoegd voor Sociale Zaken, Werk Justitie en Zelfstandigen of hun vertegenwoordiger;

3° de directeur van de SIOD;

4° de administrateurs-generaal van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, het Rijksinstituut voor de sociale verzekering der zelfstandigen, de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening en het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

5° de voorzitter van het directiecomité van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

6° de procureur-generaal aangesteld door het College van procureurs-generaal;

Het strategisch comité wordt voorgezeten door het regeringslid dat bevoegd is voor de bestrijding van de sociale fraude.

## Art. 5. Opdrachten van het strategisch comité

Het strategisch comité heeft onder meer als opdracht :

1° het valideren van het strategisch plan, bedoeld in artikel 2, voor een periode van vier jaar, rekening houdend met de bestuursovereenkomsten van de Openbare Instellingen van de Sociale Zekerheid en de federale overheidsdiensten;

2° het valideren van het operationeel actieplan, bedoeld in artikel 2;

3° het valideren van de voorgestelde strategieën;

4° het valideren van de doelstellingen per inspectiedienst m.b.t. de uitvoering van het operationeel actieplan;

5° het valideren van de opdrachten van de staf, zoals bedoeld in artikel 3, vierde lid.

## Art. 6. Samenstelling van de staf van de SIOD

De staf van de SIOD is samengesteld uit :

1° de directeur van de SIOD;

2° experten belast met de ondersteuning van de directeur bij het opstellen en opvolgen van het strategisch plan en het operationeel actieplan, bedoeld in artikel 2;

3° een magistraat van een arbeidsauditoraat en/of van een arbeidsauditoraat-generaal;

4° een lid van de Federale Overheidsdienst Financiën;

5° SIOD-coördinatoren, waarvan het statuut wordt bepaald door de Koning : het betreffen sociaal inspecteurs afkomstig van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen, de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering en de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening.

6° een secretariaat dat de staf bijstaat. Het secretariaat van de staf is eveneens belast met de taken van het secretariaat van het strategisch comité.

De staf van de SIOD wordt aangestuurd door het strategisch comité.

## Art. 7. Opdrachten van de staf

De staf is belast met de uitvoering van de opdrachten van de SIOD, bedoeld in artikel 3.

De SIOD-coördinatoren zorgen voor de ondersteuning van de arrondissementscellen. Zij stellen hun kennis en ervaring als expert ter beschikking aan de SIOD.

Art. 8. De functie van leidinggevende, genoemd de directeur van de SIOD, de voorwaarden voor zijn benoeming en zijn statuut

De directeur van de SIOD moet een managementfunctie bekleden.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de benoemingsvoorwaarden en het geldelijk en administratief statuut van de directeur.

In afwachting van de aanstelling van de gevolmachtigde leidend ambtenaar, bedoeld in voorgaande leden, oefent de ambtenaar die op 1 juli 2017 de leiding over de algemene directie Toezicht op de sociale wetten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg heeft, de functie van directeur van de SIOD verder uit tot 1 juli 2018.

## Art. 9. Les tâches du directeur du SIRS

Le directeur du SIRS :

- est chargé de la gestion journalière du SIRS et de la bonne exécution des missions du SIRS tel que définies à l'article 3;
- est chargé de la gestion du personnel du staff visé à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>;
- préside par ailleurs les comités de concertation structurelle;
- présente les plans d'action visés à l'article 2 au Conseil national du Travail et au Comité général de gestion des Indépendants.

Il siège au sein de la commission de conventions de partenariat instituée au sein du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Il communique les résultats des travaux de cette commission au comité stratégique et au staff.

A chaque endroit où cette loi ou ses arrêtés d'exécution parlent du "directeur du bureau" ou du "directeur du bureau fédéral d'orientation", il faut le lire comme le "directeur du SIRS".

## Art. 10. La nomination des membres du staff et leur statut

Les membres du staff sont nommés par le Roi, à l'exception du magistrat visé à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>. Celui-ci est désigné par le procureur général qui a le droit pénal social dans ses attributions. Le Roi fixe le statut administratif et pécuniaire des membres du staff visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>.

Les fonctions des membres du staff visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, ne peuvent être remplies par le biais d'un congé pris dans le cadre d'une mission d'intérêt général.

Durant leur mandat, les inspecteurs sociaux visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, gardent leur qualité d'inspecteur social au sens du Titre 2 du livre 1<sup>er</sup> du présent Code.

## Art. 11. La composition et les tâches des comités de concertation structurelle

§ 1<sup>er</sup>. Il est institué deux comités de concertation structurelle, un pour le régime des travailleurs salariés et un pour le régime des indépendants. Si une organisation efficace du travail l'exige, le directeur du SIRS peut décider de fusionner les deux comités de concertation structurelle en un seul.

Ces comités de concertation sont chargés du suivi, de l'évaluation et de l'amélioration de la collaboration en matière de lutte contre la fraude sociale, la fraude aux allocations et la fraude sociale transfrontalière.

§ 2. Chaque comité de concertation est composé comme suit :

- 1<sup>o</sup> du directeur du SIRS, qui préside le comité;
- 2<sup>o</sup> d'un représentant du SIRS par comité;
- 3<sup>o</sup> des fonctionnaires dirigeants des services d'inspection fédéraux du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, de l'Office national de sécurité sociale, de l'Office national de l'Emploi, de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, et de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;
- 4<sup>o</sup> du procureur général désigné par le Collège des procureurs généraux et un représentant du Conseil des Auditeurs du travail;
- 5<sup>o</sup> des représentants des services d'inspection régionaux qui ont une voix consultative;
- 6<sup>o</sup> du fonctionnaire dirigeant de la Direction des amendes administratives de la Direction générale Emploi et marché du travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Le président de chaque comité peut inviter un représentant du Service public fédéral Finances si sa présence est requise pour renforcer la collaboration stratégique et structurelle entre le fisc et les services d'inspection sociale. Il a une voix consultative.

§ 3. La tâche de chaque comité de concertation consiste à :

- 1<sup>o</sup> coordonner la réalisation du plan d'action opérationnel;
- 2<sup>o</sup> proposer des facteurs de succès critiques et des indicateurs de prestation critiques, d'en assurer le suivi et de rédiger des rapports en la matière;
- 3<sup>o</sup> formuler des propositions de standardisation des processus de travail;
- 4<sup>o</sup> assurer le suivi des actions et à établir des rapports;
- 5<sup>o</sup> formuler à l'attention du gouvernement via le comité stratégique, des propositions de simplification et d'amélioration de la réglementation.

## Art. 9. Opdrachten van de directeur van de SIOD

De directeur van de SIOD:

- staat in voor het dagelijks beheer van de SIOD en voor het goede beheer van de opdrachten van de SIOD, zoals omschreven in artikel 3;
- staat in voor het beheer van het personeel van de staf, bedoeld in artikel 6, 1e lid, 2<sup>o</sup> tot en met 5<sup>o</sup>;
- zit tevens de structurele overlegcomités voor;
- stelt de actieplannen, bedoeld in artikel 2, voor aan de Nationale Arbeidsraad en het Algemeen Beheerscomité van Zelfstandigen.

Hij heeft zitting in de commissie voor partnerschapsovereenkomsten opgericht bij de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Hij deelt de resultaten van de werkzaamheden van deze commissie aan het strategisch comité en de staf mee.

Waar in deze wet en haar uitvoeringsbesluiten sprake is van de "directeur van het bureau" of de "directeur van het federaal aanstuuringsbureau" moet dit worden gelezen als de "directeur van de SIOD".

## Art. 10. De benoeming van de leden van de staf, en hun statuut

De leden van de staf worden benoemd door de Koning, met uitzondering van de in artikel 6, eerste lid, 3<sup>o</sup>, bedoelde magistrat. Deze laatste wordt aangeduid door de procureur-generaal die bevoegd is voor het sociaal strafrecht. De Koning bepaalt het administratief en geldelijk statuut van de leden van de staf bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5<sup>o</sup>.

De functies van de leden van de staf bedoeld in artikel 6, eerste lid, 2<sup>o</sup>, kunnen niet worden ingevuld via een verlof voor opdracht van algemeen belang.

Tijdens hun mandaat behouden de sociaal inspecteurs, bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5<sup>o</sup>, hun hoedanigheid van sociaal inspecteur in de zin van Titel 2 van het boek I van dit Wetboek.

## Art. 11. Samenstelling en opdrachten van de structurele overlegcomités

§ 1. Er worden twee structurele overlegcomités opgericht, één voor het stelsel van de werknemers en één voor het stelsel van de zelfstandigen. Ingeval een doeltreffende organisatie van het werk dit vereist, kan de directeur van de SIOD beslissen om de twee structurele overlegcomités samen te voegen tot 1 overlegcomité.

Deze overlegcomités staan in voor het opvolgen, evalueren en verbeteren van de samenwerking inzake de strijd tegen bijdragefraude, uitkeringsfraude en de grensoverschrijdende sociale fraude.

§ 2. Deze overlegcomités zijn elk samengesteld als volgt :

- 1<sup>o</sup> de directeur van de SIOD, die het comité voorzigt;
- 2<sup>o</sup> een SIOD-vertegenwoordiger per comité;
- 3<sup>o</sup> de leidende ambtenaren van de federale inspectiediensten van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, het Rijksinstituut voor de sociale verzekering der zelfstandigen en het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- 4<sup>o</sup> de procureur-generaal aangesteld door het College van procureurs-generaal en een vertegenwoordiger van de Raad van Arbeidsauditeurs;
- 5<sup>o</sup> de vertegenwoordigers van de regionale inspectiediensten die deelnemen met raadgevende stem;
- 6<sup>o</sup> de leidende ambtenaar van de Directie van de Administratieve geldboeten van de Algemene Directie Werkgelegenheid en Arbeidsmarkt van de federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

De voorzitter van elk comité kan een vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Financiën uitnodigen indien zijn aanwezigheid vereist is om de structurele strategische samenwerking tussen fiscaal en sociale inspectiediensten te versterken. Hij heeft een raadgevende stem.

§ 3. Elk overlegcomité heeft als taak :

- 1<sup>o</sup> de coördinatie van de uitvoering van het operationeel actieplan;
- 2<sup>o</sup> het voorstellen van kritische succesfactoren en kritische prestatie-indicatoren, de opvolging ervan te verzekeren en er over te rapporteren;
- 3<sup>o</sup> het formuleren van voorstellen tot standaardisering van de werkprocessen;
- 4<sup>o</sup> het opvolgen van de acties en er over rapporteren;
- 5<sup>o</sup> het formuleren van voorstellen tot vereenvoudiging en verbetering van de regelgeving aan de regering via het strategisch comité.

Art. 12. Une plateforme d'information fraude sociale est créée tant auprès du CNT qu'auprès du CGG afin de stimuler le dialogue entre les membres du gouvernement compétents en matière de fraude sociale et le management du SIRS, d'une part, et les partenaires sociaux, d'autre part. Les projets de plans stratégiques et les projets de plans d'action opérationnels y seront entre autres discutés.

### CHAPITRE 3. — *La cellule d'arrondissement*

#### Art. 13. La composition de la cellule d'arrondissement

Il est institué une cellule d'arrondissement par auditorat du travail, dénommée ci-après "la cellule", présidée par l'auditeur du travail et pour le surplus composée comme suit: d'un représentant des services d'inspection du Contrôle des Lois sociales/Contrôle du Bien-Etre au travail, de l'Office national de sécurité sociale, de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, de l'Office national de l'emploi et de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, d'un représentant du Service public fédéral Finances, d'un magistrat d'un parquet du procureur du Roi, d'un membre de la police locale, d'un coordinateur du SIRS tel que visé à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, et du secrétaire de la cellule.

Est associé à la cellule d'arrondissement, à sa demande, le représentant du service d'inspection régionale compétent en matière d'emploi en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles. Le président de la cellule peut inviter tout autre service à participer aux réunions si sa présence s'avère nécessaire.

Si une organisation plus efficiente du travail le préconise, plusieurs cellules d'arrondissement peuvent être créées dans un auditorat du travail.

Dans les cas visés aux deux alinéas précédents, la fusion ou scission des cellules d'arrondissement est sollicitée par les cellules d'arrondissement initiales qui soumettent cette proposition au comité stratégique qui doit l'approuver.

#### Art. 14. La tâche de la cellule

La tâche de la cellule consiste à :

1<sup>o</sup> organiser et coordonner les contrôles du respect des différentes législations sociales en rapport avec le travail illégal et la fraude sociale, tel qu'entre autres définis dans le plan d'action opérationnel;

2<sup>o</sup> exécuter les directives et instructions établies par le staff;

3<sup>o</sup> mettre sur pied des informations et des formations, entre autres concernant le droit pénal social, à destination des membres des services participant aux réunions de la cellule;

4<sup>o</sup> fournir les informations nécessaires permettant de dresser le bilan des actions communes menées par les services d'inspection au sein de la cellule;

5<sup>o</sup> informer les membres de la cellule d'arrondissement du suivi des dossiers traités par les services d'inspection sociale et poursuivis devant les tribunaux ainsi que des jurisprudences pertinentes pour les services d'inspection.

La cellule se réunit au moins une fois par mois dans le cadre de l'exécution concrète de ses missions, plus particulièrement en ce qui concerne l'organisation des actions énumérées sous 1<sup>o</sup>.

Sur la proposition du comité stratégique ou d'un de ses membres, le staff peut faire procéder à une action qui couvre l'ensemble du territoire belge ou à une action qui couvre le ressort de plusieurs cellules.

#### Art. 15. Le secrétariat de la cellule

Un secrétariat est institué par cellule d'arrondissement.

Le secrétariat est assuré par un des services d'inspection des administrations publiques, tels que reprises dans l'article 11, § 2, 3<sup>o</sup>, conformément au Protocole d'accord proposé par le staff.

Le secrétariat est établi au siège local d'un des services visés à l'alinéa 2.

Les procès-verbaux des réunions de la cellule sont établis par le secrétariat et sont transmis au staff.

Art. 12. Er wordt zowel in de schoot van de NAR als in de schoot van het ABC een informatieplatform sociale fraude opgericht ter bevordering van de dialoog tussen de regeringsleden bevoegd voor sociale fraude en het management van de SIOD enerzijds en de sociale partners anderzijds. De ontwerpen van strategische plannen en de ontwerpen van operationele actieplannen worden daar onder meer besproken.

### HOOFDSTUK 3. — *De arrondissementscel*

#### Art. 13. De samenstelling van de arrondissementscel

Per arbeidsauditoraat wordt een arrondissementscel opgericht, hierna "de cel" genoemd, voorgezeten door de arbeidsauditeur en voor het overige samengesteld als volgt: een vertegenwoordiger van de inspectiediensten Toezicht Sociale Wetten /Toezicht Welzijn op het Werk, van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, het Rijksinstituut voor de sociale verzekering der zelfstandigen, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, een vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Financiën, een magistraat van een parket van de procureur des Konings, een lid van de lokale politie, een coördinator van de SIOD zoals bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5<sup>o</sup>, en de secretaris van de cel.

Aan de arrondissementscel wordt, op zijn verzoek, de vertegenwoordiger toegevoegd van de gewestelijke inspectiedienst bevoegd inzake tewerkstellingsbeleid krachtens artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980. De voorzitter van de cel kan iedere andere dienst uitnodigen op de vergaderingen indien zijn aanwezigheid nodig blijkt.

Indien een meer doeltreffende organisatie van het werk dit vereist, kunnen binnen een arbeidsauditoraat meerdere arrondissementscellen worden opgericht.

In de gevallen bedoeld in de twee voorgaande leden, wordt om de fusie of splitsing van de arrondissementscellen verzocht door de oorspronkelijke arrondissementscellen die dit voorstel voorleggen aan het strategisch comité die deze moet goedkeuren.

#### Art. 14. De opdracht van de cel

De opdracht van de cel bestaat erin :

1<sup>o</sup> de organisatie en de coördinatie van de controles op de naleving van de verschillende sociale wetgevingen in verband met illegale arbeid en sociale fraude, zoals onder meer bepaald in het operationeel actieplan;

2<sup>o</sup> de richtlijnen en de onderrichtingen van de staf uit te voeren;

3<sup>o</sup> informatie aan te leggen en opleidingen, onder andere sociaal strafrecht, te organiseren voor de leden van de diensten die deelnemen aan de vergaderingen van de cel;

4<sup>o</sup> de informatie aan te leveren zodat de balans kan worden opgemaakt van de gezamenlijke acties van de inspectiediensten die gevoerd worden binnen de cel;

5<sup>o</sup> de leden van de cel te informeren over de opvolging van de dossiers die worden behandeld door de sociale inspectiediensten en gerechtelijk vervolgd worden, alsook over de voor de inspectiediensten relevante rechtspraak.

De cel komt ten minste éénmaal per maand samen in het kader van de concrete uitvoering van haar taken, in het bijzonder voor wat betreft de organisatie van de acties opgesomd onder 1<sup>o</sup>.

De staf kan, op voorstel van het strategisch comité of één van zijn leden, doen overgaan tot een actie die het volledige Belgische grondgebied omvat of tot een actie die het ambtsgebied van meerdere cellen omvat.

#### Art. 15. Secretariaat van de cel

Voor elke cel wordt in een secretariaat voorzien.

Het secretariaat wordt waargenomen door één van de inspectiediensten van de overheidsdiensten opgesomd in artikel 11, § 2, 3<sup>o</sup>, overeenkomstig het Protocolakkoord dat door de staf wordt voorgesteld.

Het secretariaat wordt gevestigd in de zetel van één van de diensten bedoeld in het tweede lid.

De verslagen van de vergaderingen van de cel worden opgesteld door het secretariaat en overgemaakt aan de staf.



Art. 15/1. La commission de partenariat, sa composition et la convention de partenariat

Il est institué une commission de partenariat qui a son siège au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale. Elle est composée:

1° du président du comité de direction du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, qui préside la commission de partenariat;

2° du directeur du SIRS;

3° du secrétaire du Conseil national du travail;

4° du secrétaire du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants;

5° des administrateurs généraux de l'Office national de sécurité sociale, de l'Office national de l'emploi, de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Cette commission est chargée de préparer les conventions de partenariat entre le(s) ministre(s) compétent(s) et des organisations.

Dans la convention de partenariat, les signataires peuvent décider de toute action d'information et de sensibilisation dirigée vers les professionnels et les consommateurs. Elles peuvent aussi organiser la fourniture, par les organisations, de toute information utile à la prévention et à la constatation des infractions.

#### CHAPITRE 4. — *Les plateformes de concertation de la lutte contre la fraude sociale*

Art. 15/2. La plateforme de lutte contre la fraude sociale grave et/ou organisée

Il est créé une plateforme de lutte contre la fraude sociale grave et/ou organisée, nommée "plateforme Justice", qui se compose comme suit :

1° des fonctionnaires dirigeants des services d'inspection du Contrôle des Lois sociales/Contrôle du Bien-Etre au travail, de l'Office national de sécurité sociale, de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, de l'Office national de l'Emploi et de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

2° du procureur général chargé des missions spécifiques relatives aux matières du droit social, plus particulièrement celles relatives à la criminalité sociale et à la fraude à la législation sociale, ou de son représentant;

3° du procureur fédéral ou de son représentant;

4° des auditeurs de travail impliqués dans les dossiers examinés par la plateforme;

5° d'un ou de plusieurs coordinateurs du SIRS, tel que visé à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°;

6° du directeur général de la police fédérale judiciaire ou de son représentant;

7° de tout autre représentant dont la présence est jugée nécessaire ou utile pour le traitement des dossiers qui concernent la fraude sérieuse et/ou organisée.

La plateforme de lutte contre la fraude sociale grave et/ou organisée est coprésidée par le procureur général ayant le droit pénal social dans ses attributions et le procureur pour les aspects de coordination.

La plateforme de lutte contre la fraude sociale grave et/ou organisée se réunit dans les locaux du Collège des procureurs généraux.

§ 2. La mission de la plateforme de lutte contre la fraude sociale grave et/ou organisée consiste à conclure des accords concrets sur la capacité nécessaire en inspecteurs, contrôleurs et applications informatiques pour réaliser entre autres le datamining et une analyse des risques permettant de faciliter l'approche judiciaire pénale et le suivi pénal assuré par les auditeurs du travail ou le parquet fédéral.

Art. 15/3. La plateforme opérationnelle de lutte contre la fraude sociale, nommée "plateforme services d'inspection"

§ 1<sup>er</sup>. Il est créé une plateforme opérationnelle de lutte contre la fraude sociale qui est composée :

1° des fonctionnaires dirigeants des services d'inspection du Contrôle des Lois sociales/Contrôle du Bien-Etre au travail, de l'Office national de sécurité sociale, de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, de l'Office national de l'emploi et de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Art. 15/1. De partnerschapscommissie, de samenstelling ervan en de partnerschapsovereenkomst

Er wordt een partnerschapscommissie opgericht die haar zetel heeft in de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Ze is samengesteld uit :

1° de voorzitter van het directiecomité van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, die de partnerschapscommissie voorzigt;

2° de directeur van de SIOD;

3° de secretaris van de Nationale Arbeidsraad;

4° de secretaris van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen;

5° de administrateurs-generaal van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, de Rijksdienst voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, en het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen.

Deze commissie is ermee belast de partnerschapsovereenkomsten tussen de bevoegde minister(s) en organisaties voor te bereiden.

In de partnerschapsovereenkomst kunnen de ondertekenende partijen beslissen over elke informatie- en sensibiliseringsactie gericht tot de professionelen en de consumenten. Zij mogen tevens de verstrekking door organisaties organiseren, van iedere inlichting die nuttig is voor de preventie en de vaststelling van inbreuken.

#### HOOFDSTUK 4. — *De overlegplatformen voor de bestrijding van sociale fraude*

Art. 15/2. Het overlegplatform voor de strijd tegen de ernstige en/of georganiseerde sociale fraude

Er wordt een overlegplatform voor de strijd tegen de ernstige en/of georganiseerde sociale fraude opgericht, genaamd "platform Justitie" dat is samengesteld uit :

1° de leidende ambtenaren van de sociale inspectiediensten Toezicht Sociale Wetten/Toezicht Welzijn op het Werk van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, van het Rijksinstituut voor de sociale verzekering der zelfstandigen, van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

2° de procureur-generaal aan wie specifieke taken worden toegewezen met betrekking tot de materie van het sociaal recht, in het bijzonder met betrekking tot de sociale criminaliteit en de fraude op de sociale wetgeving of zijn vertegenwoordiger;

3° de procureur federaal of diens vertegenwoordiger;

4° de arbeidsauditeurs betrokken bij de dossiers onderzocht door het platform;

5° één of meerdere coördinatoren van de SIOD zoals bedoeld in artikel 6, eerste lid, 5°;

6° de directeur-generaal van de federale gerechtelijke politie of zijn vertegenwoordiger;

7° iedere andere vertegenwoordiger waarvan de aanwezigheid noodzakelijk of nuttig geacht wordt voor de behandeling van de dossiers die betrekking hebben op ernstige en/of georganiseerde fraude.

Het overlegplatform voor de strijd tegen de ernstige en/of georganiseerde sociale fraude wordt samen voorgezeten door de procureur-generaal die het sociaal strafrecht binnen zijn bevoegdheden heeft en door de procureur voor de coördinatieaspecten.

Het overlegplatform voor de strijd tegen de ernstige en/of georganiseerde sociale fraude komt samen in de lokalen van het College van procureurs-generaal.

§ 2. Het overlegplatform voor de strijd tegen de ernstige en/of georganiseerde sociale fraude heeft als taak het maken van concrete afspraken over de nodige capaciteit aan inspecteurs, controleurs en informatietoepassingen voor onder andere datamining, risico-analyse, die wordt ter beschikking gesteld van de gerechtelijke penale aanpak en het strafrechtelijk gevolg door de arbeidsauditeurs of het federaal parket.

Art. 15/3. Het operationeel platform voor de strijd tegen de sociale fraude, genaamd "platform inspectiediensten"

§ 1. Er wordt een operationeel platform voor de strijd tegen sociale fraude opgericht, dat is samengesteld uit :

1° de leidende ambtenaren van de sociale inspectiediensten Toezicht Sociale Wetten/Toezicht Welzijn op het Werk, van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, van het Rijksinstituut voor de sociale verzekering der zelfstandigen, van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

2° du procureur général chargé des missions spécifiques relatives aux matières du droit social, plus particulièrement celles relatives à la criminalité sociale et la fraude en matière de la législation sociale;

3° des auditeurs du travail concernés par le dossier à examiner;

4° d'un représentant de la police fédérale et locale, si sa présence est nécessaire dans le cadre du dossier à examiner;

5° de tout autre partenaire dont la présence s'avère nécessaire ou utile pour le traitement du dossier à examiner.

La présidence et les lieux de réunion seront déterminés sur la base d'une tournante entre les directeurs-généraux des services d'inspection.

Cette plateforme opérationnelle pourra être convoquée par les personnes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°, et ce chaque fois que ces personnes l'estimeront nécessaire.

§ 2. La tâche de la plateforme opérationnelle de lutte contre la fraude sociale consiste à :

1° définir les enquêtes qui doivent faire l'objet d'une approche coordonnée et la suite à réserver à ces dossiers;

2° se mettre d'accord sur la capacité et les moyens mis à disposition pour la réalisation des enquêtes;

3° surveiller les actions menées dans le domaine de la lutte contre la fraude transfrontalière afin d'arriver à une approche cohérente concernant :

- d) la manière d'aborder le phénomène de fraude;
- e) le choix des enquêtes à mener;
- f) le suivi de la fraude constatée et les poursuites engagées.

Article 15/4. L'échange de données

§ 1<sup>er</sup>. Afin de permettre aux services chargés de la lutte contre la fraude sociale d'échanger de manière permanente les données nécessaires, conformément aux dispositions prévues dans le présent Code, les fonctionnaires dirigeants des services d'inspection sociale mentionnés à l'article 15/2, désignent un inspecteur social comme membre effectif et un inspecteur social comme suppléant qui sont chargés de l'échange de données dans le respect des dispositions mentionnées aux articles 54 à 57 du présent Code. Si possible, cet échange de données sera réalisé au moyen d'une plateforme électronique.

§ 2. La plateforme électronique mentionnée au paragraphe précédent peut collecter, recevoir, coordonner et traiter l'information nécessaire à la lutte contre le travail illégal et la fraude sociale et la communiquer aux institutions publiques et aux institutions coopérantes de sécurité sociale, aux inspecteurs sociaux des services d'inspection sociale, ainsi qu'à tous les fonctionnaires chargés de la surveillance d'une autre législation ou de l'application d'une autre législation, dans la mesure où ces renseignements peuvent intéresser ces derniers dans l'exercice de la surveillance dont ils sont chargés ou pour l'application d'une autre législation. Les fonctionnaires dirigeants des services d'inspection sociale mentionnés à l'article 15/2, désignent le fonctionnaire responsable du traitement de ces données."

Art. 70. Le présent chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

#### CHAPITRE 12. — Modifications en matière de SSOM

Art. 71. Dans l'article 32 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, modifié en dernier lieu par la loi du 22 décembre 2016, les 11<sup>quinquies</sup> et 11<sup>sexies</sup> sont insérés rédigés comme suit :

"11<sup>quinquies</sup>: lorsqu'elles résident dans l'Espace économique européen ou en Suisse, les personnes qui peuvent prétendre au remboursement des frais de soins de santé en application de l'article 42, 1°, de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer ainsi que les personnes bénéficiant des prestations de soins de santé sur la base de l'article 8, a), de la loi du 16 juin 1960 plaçant sous la garantie de l'État belge les organismes gérant la sécurité sociale des employés du Congo Belge et du Ruanda-Urundi et portant garantie par l'État belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci;

2° De procureur-generaal aan wie specifieke taken worden toegewezen met betrekking tot de materie van het sociaal recht, in het bijzonder met betrekking tot de sociale criminaliteit en de fraude op de sociale wetgeving;

3° de arbeidsauditeurs die betrokken zijn bij het te onderzoeken dossier;

4° een vertegenwoordiger van de federale en lokale politie indien zijn aanwezigheid noodzakelijk is in het kader van het te onderzoeken dossier;

5° iedere andere partners waarvan de aanwezigheid noodzakelijk of nuttig is voor de behandeling van het te onderzoeken dossier.

Het voorzitterschap en de plaats van samenkomst zal op basis van een beurtrol tussen de directeurs-generaal van de inspectiediensten worden toegekend.

Dit operationeel platform kan bijeen worden geroepen door de personen, zoals bedoeld in het eerste lid, 1° of 2°, en dit op elk moment dat zij dit nodig achten.

§ 2. Het operationeel platform voor de strijd tegen de sociale fraude heeft als opdracht :

1° het bepalen van de onderzoeken die het voorwerp moeten uitmaken van een gecoördineerde aanpak en van het gevolg dat aan deze dossiers moet gegeven worden;

2° een akkoord vinden over de capaciteit en de middelen die ter beschikking worden gesteld voor het uitvoeren van de onderzoeken;

3° het toezicht houden op de acties die worden opgezet op het gebied van de strijd tegen de grensoverschrijdende fraude, om zo te komen tot een coherent aanpak:

- d) bij de benadering van het fenomeen;
- e) bij de keuze van de onderzoeken;
- f) bij de manier waarop de vastgestelde fraude wordt opgevolgd en vervolgd.

Artikel 15/4. De gegevensuitwisseling

§ 1. Teneinde aan de diensten belast met de strijd tegen de sociale fraude toe te laten op permanente wijze de noodzakelijke gegevens uit te wisselen, overeenkomstig de bepalingen voorzien in dit wetboek, duiden de leidend ambtenaren van de sociale inspectiediensten bedoeld in artikel 15/2 een sociaal inspecteur als effectief lid en een sociaal inspecteur als vervanger aan, belast met het waken over deze gegevensuitwisseling met naleving van de bepalingen opgesomd in artikel 54 tot 57 van dit wetboek. Indien mogelijk zal deze gegevensuitwisseling gebeuren door middel van een elektronisch platform.

§ 2. Het elektronisch platform bedoeld in de vorige paragraaf kan de informatie die noodzakelijk is voor de strijd tegen de illegale arbeid en de sociale fraude verzamelen, ontvangen, coördineren en verwerken en deze overmaken aan de openbare instellingen en aan de meewerkende instellingen van sociale zekerheid, aan de sociale inspecteurs van de sociale inspectiediensten, alsook aan alle ambtenaren die belast zijn met het toezicht op een andere wetgeving of met de toepassing van een andere wetgeving, voor zover deze inlichtingen hen van nut zijn bij de uitoefening van het toezicht waarmee zij belast zijn of voor de toepassing van een andere wetgeving. De leidend ambtenaren van de inspectiediensten bedoeld in artikel 15/2 duiden de verantwoordelijke ambtenaar voor de verwerking van deze gegevens aan."

Art. 70. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2019.

#### HOOFDSTUK 12. — Wijziging betreffende de OSZ

Art. 71. In artikel 32 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 22 december 2016, worden de bepalingen onder 11<sup>quinquies</sup> en 11<sup>sexies</sup> ingevoegd, luidende :

"11<sup>quinquies</sup>: indien ze in de Europese Economische Ruimte of Zwitserland wonen, de personen die aanspraak kunnen maken op terugbetaling van de kosten voor geneeskundige verzorging met toepassing van artikel 42, 1°, van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid alsook de personen die genieten van de prestaties inzake gezondheidszorgen op basis van artikel 8, a), van de wet van 16 juni 1960 dat de organismen belast met het beheer van de sociale zekerheid van de werknemers van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi onder de controle en de waarborg van de Belgische Staat plaatst, en dat waarborg draagt door de Belgische Staat van de maatschappelijke prestaties ten gunste van deze werknemers verzekerd;

11sexies : lorsqu'ils résident dans l'Espace économique européen ou en Suisse, les conjoints survivants et les orphelins visés à l'article 45, 1<sup>o</sup>, de la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer ainsi que les veuves et orphelins qui bénéficient des prestations de soins de santé sur la base de l'article 8, b), et c), de la loi du 16 juin 1960 plaçant sous la garantie de l'État belge les organismes gérant la sécurité sociale des employés du Congo Belge et du Ruanda-Urundi et portant garantie par l'État belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci".

**Art. 72.** Dans l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, dernière phrase de la même loi, remplacé par la loi du 17 décembre 2017, les mots "respectivement au régime spécifique de la sécurité sociale d'outre-mer et le régime spécifique de sécurité sociale des marins" sont remplacé par les mots "au régime spécifique de la sécurité sociale des marins".

**Art. 73.** Le présent chapitre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

CHAPITRE 13. — *Modification du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92), concernant le paiement des dettes fiscales par un responsable solidaire*

**Art. 74.** L'article 400, premier alinéa, 1<sup>o</sup>, a), du Code des impôts sur les revenus 1992 remplacé par la loi du 29 mars 2012, est remplacé par ce qui suit:

"a) les activités visées à l'article 20, § 2, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que celle de la livraison du béton prêt à l'emploi visée à l'article 1<sup>er</sup>, a, alinéa 4, vingt-huitième tiret de l'arrêté royal du 4 mars 1975 instituant la Commission paritaire de la construction et fixant sa dénomination et sa compétence et en fixant le nombre de membres, à l'exclusion des activités suivantes :

- 1) culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses;
- 2) culture du riz;
- 3) culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules;
- 4) culture de la canne à sucre;
- 5) culture du tabac;
- 6) culture de plantes à fibres;
- 7) culture de fleurs;
- 8) autres cultures non permanentes;
- 9) culture de la vigne;
- 10) culture de fruits tropicaux et subtropicaux;
- 11) culture d'agrumes;
- 12) culture de fruits à pépins et à noyau;
- 13) culture d'autres fruits d'arbres ou d'arbustes et de fruits à coque;
- 14) culture de fruits oléagineux;
- 15) culture de plantes destinée à la production de boissons;
- 16) culture de plantes à épices, aromatiques, médicinales et pharmaceutiques;
- 17) autres cultures permanentes;
- 18) exploitation de pépinières, sauf pépinières forestières;
- 19) autre reproduction de plantes;
- 20) activités de soutien aux cultures;
- 21) préparation des terres;
- 22) création de cultures;
- 23) pulvérisation des récoltes, y compris par voie aérienne;
- 24) taille des arbres fruitiers et des vignes;
- 25) transplantation du riz et démariage des betteraves;
- 26) location de machines et d'équipements agricoles avec opérateur;
- 27) lutte contre les animaux nuisibles (y compris les lapins) en relation avec l'agriculture;
- 28) exploitation de systèmes d'irrigation pour l'agriculture;
- 29) sylviculture et autres activités forestières;

11sexies : indien ze in de Europese Economische Ruimte of Zwitserland wonen, de in artikel 45, 1<sup>o</sup>, van de wet van 17 juli 1963 betreffende de overzeese sociale zekerheid aangeduide langstlevende echtgenoot en wezen alsook de weduwen en wezen die genieten van de prestaties inzake geneeskundige verzorging op basis van artikel 8 b), en c), van de wet van 16 juni 1960 dat de organismen belast met het beheer van de sociale zekerheid van de werknemers van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi onder de controle en de waarborg van de Belgische Staat plaatst, en dat waarborg draagt door de Belgische Staat van de maatschappelijke prestaties ten gunste van deze werknemers verzekerd".

**Art. 72.** In artikel 191, alinea 1, 7<sup>o</sup>, laatste zin van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 17 december 2017, worden de woorden: "respectievelijk is aangesloten bij het bijzonder stelsel voor de overzeese sociale zekerheid en het bijzonder stelsel van sociale zekerheid voor zeevarenden" vervangen door "aan het bijzonder stelsel van sociale zekerheid voor zeevarenden".

**Art. 73.** Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 januari 2019.

HOOFDSTUK 13. — *Wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), wat betreft de betaling van fiscale schulden door een hoofdelijk aansprakelijke*

**Art. 74.** Artikel 400, eerste lid, 1<sup>o</sup>, a), van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen bij de wet van 29 maart 2012, wordt vervangen als volgt:

"a) de werkzaamheden die zijn vermeld in artikel 20, § 2, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde alsook de levering van stortklaar beton als bedoeld in artikel 1, a, vierde lid, achtentwintigste streepje van het koninklijk besluit van 4 maart 1975 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en tot vaststelling van het aantal leden ervan, met uitzondering van de volgende werkzaamheden :

- 1) teelt van granen (met uitzondering van rijst), peulgewassen en oliehoudende zaden;
- 2) teelt van rijst;
- 3) teelt van groenten, meloenen en wortel- en knolgewassen;
- 4) teelt van suikerriet;
- 5) teelt van tabak;
- 6) teelt van vezelgewassen;
- 7) teelt van bloemen;
- 8) teelt van andere eenjarige gewassen;
- 9) teelt van druiven;
- 10) teelt van tropisch en subtropisch fruit;
- 11) teelt van citrusvruchten;
- 12) teelt van pit- en steenvruchten;
- 13) teelt van andere boomvruchten, kleinfruit en noten;
- 14) teelt van oliehoudende vruchten;
- 15) teelt van gewassen bestemd voor de vervaardiging van dranken;
- 16) teelt van specerijgewassen en van aromatische en medicinale gewassen;
- 17) teelt van andere meerjarige gewassen;
- 18) boomkwekerijen, met uitzondering van bosboomkwekerijen;
- 19) overige plantenvermeerdering;
- 20) ondersteunende activiteiten in verband met de teelt van gewassen;
- 21) voorbereiden van landbouwvelden;
- 22) opzetten van een teelt;
- 23) besproeien van gewassen ook vanuit de lucht;
- 24) snoeien van fruitbomen en van wijnstokken;
- 25) overplanten van rijst en uitdunnen van bieten;
- 26) verhuur van landbouwmachines en -werktuigen met bedieningspersoneel;
- 27) ongediertebestrijding (ook konijnen) met betrekking tot de landbouw;
- 28) exploitatie van irrigatiesystemen voor de landbouw;
- 29) bosbouw en andere bosbouwactiviteiten;



30) exploitation forestière;

31) récolte de produits forestiers non ligneux poussant à l'état sauvage;

32) services de soutien à l'exploitation forestière;

33) services d'aménagement paysager."

**Art. 75.** Le présent chapitre entre en vigueur le premier jour du trimestre qui suit celui au cours duquel il a été publié au *Moniteur belge*.

#### CHAPITRE 14. — Plateforme électronique artistes

**Art. 76.** Dans la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, modifiée en dernier lieu par la loi du 18 février 2018, il est inséré un article 172bis rédigé comme suit :

"172bis. Il est créé une plateforme électronique pour la demande et la délivrance des différents documents relatifs au statut d'artiste : la carte artiste visée à l'article 17sexies de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, le visa visé à l'article 1bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, la déclaration d'indépendant visée à l'article 172, § 2, 3<sup>o</sup>, de la même loi.

La plateforme électronique reçoit la déclaration des activités artistiques dans le cadre du régime des petites indemnités visé à l'article 17sexies de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 précité et comprendra un volet informatif pour les artistes.

La plateforme permet notamment :

- aux artistes de consulter les données relatives aux prestations effectuées dans le cadre du régime des petites indemnités visé à l'article 17sexies de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 précité;

- aux artistes de fournir au donneur d'ordre dans le cadre du régime des petites indemnités, à sa demande, une attestation reprenant le nombre de prestations effectuées et les montants perçus par l'artiste au moment de la demande;

- aux organes de contrôle de déterminer si l'artiste est en possession d'une carte, d'un visa et/ou d'une déclaration d'activité indépendant;

- aux organes de contrôle de déterminer si l'artiste respecte la réglementation relative au régime des petites indemnités visé à l'article 17sexies de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 précité.

Le Roi fixe les modalités de demande et de délivrance de la carte, du visa et de la déclaration d'indépendant ainsi que le contenu du volet informatif. Il fixe aussi les modalités de déclaration de l'activité artistique visée à l'article 17sexies précité."

#### CHAPITRE 15. — Accord social - Secteurs fédéraux de la santé

**Art. 77.** À l'article 55 de la loi-programme du 20 juillet 2006, modifié par les lois des 27 décembre 2006, 22 décembre 2008, 29 décembre 2010, 19 mars 2013, 10 avril 2014, 18 mars 2016 et 25 décembre 2017, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 6, les mots "jusque 2018 inclus" sont insérés entre les mots "À partir de 2012" et les mots "un montant de 904 653 EUR est transféré";

2<sup>o</sup> à l'alinéa 7, les mots "jusque 2018 inclus" sont insérés entre les mots "À partir de 2013" et les mots "un montant de 1 427 000 EUR est transféré";

3<sup>o</sup> à l'alinéa 9, les mots "À partir de 2018" seront remplacés par les mots "En 2018";

4<sup>o</sup> l'article est complété par trois alinéas libellés comme suit :

"En 2018, un montant de 25 000 000 EUR est transféré de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité au Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux, en faveur des travailleurs salariés liés par un contrat de travail tant auprès d'un employeur du secteur privé qu'auprès d'un employeur du secteur public; le Roi détermine la répartition de ce montant entre les deux secteurs sur la base du coût salarial de ces travailleurs salariés. Ces montants sont imputés par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité à charge du budget de l'assurance soins de santé de 2018.

30) exploitatie van bossen;

31) verzamelen van in het wild groeiende producten met uitzondering van hout;

32) ondersteunende diensten in verband met de bosbouw;

33) landschapsverzorging."

**Art. 75.** Dit hoofdstuk treedt in werking op de eerste dag van het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

#### HOOFDSTUK 14. — Elektronisch platform kunstenaars

**Art. 76.** In de programmawet (I) van 24 december 2002, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 februari 2018, wordt een artikel 172bis ingevoegd, luidende :

"172bis. Een elektronisch platform wordt gecreëerd voor de aanvraag en de aflevering van de verschillende documenten betreffende het kunstenaarsstatuut : de kunstenaarskaart bedoeld in artikel 17sexies van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, het visum bedoeld in artikel 1bis, § 1, tweede lid, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, de zelfstandigheidsverklaring bedoeld in artikel 172, § 2, 3<sup>o</sup>, van dezelfde wet.

Het elektronisch platform ontvangt de aangifte van de kunstactiviteiten in het kader van de kleine vergoedingsregeling bedoeld in artikel 17sexies van voormeld koninklijk besluit van 28 november 1969 en zal een informatieluik voor de kunstenaars bevatten.

Dit platform biedt onder andere de mogelijkheid :

- aan kunstenaars om de gegevens te raadplegen over prestaties geleverd in het kader van de kleine vergoedingsregeling bedoeld in artikel 17sexies van het voormeld koninklijk besluit van 28 november 1969;

- aan kunstenaars om, in het kader van de kleine vergoedingsregeling, aan de opdrachtgever, op zijn verzoek, een attest te verstrekken met het aantal uitgevoerde prestaties en de ontvangen bedragen door de kunstenaar op het tijdstip van de aanvraag;

- aan de controle-instanties om te bepalen of de kunstenaar in het bezit is van een kaart, een visum en/of een zelfstandigheidsverklaring;

- aan de controle-instanties om na te gaan of de kunstenaar zich houdt aan de quota met betrekking met de kleine vergoedingsregeling als bedoeld in artikel 17sexies van voormeld koninklijk besluit van 28 november 1969.

De Koning bepaalt de modaliteiten voor de aanvraag en de aflevering van de kaart, van het visum en van de zelfstandigheidsverklaring, evenals de inhoud van het informatieluik. Hij bepaalt ook de modaliteiten voor de aangifte van de kunstactiviteit bedoeld in voormeld artikel 17sexies."

#### HOOFDSTUK 15. — Sociaal akkoord - Federale gezondheidssectoren

**Art. 77.** In artikel 55 van de programmawet van 20 juli 2006, gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006, 22 december 2008, 29 december 2010, 19 maart 2013, 10 april 2014, 18 maart 2016 en 25 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in het zesde lid worden de woorden "tot en met 2018" ingevoegd tussen de woorden "Vanaf 2012" en de woorden "wordt een bedrag van 904 653 euro overgedragen";

2<sup>o</sup> in het zevende lid worden de woorden "tot en met 2018" ingevoegd tussen de woorden "Vanaf 2013" en de woorden "wordt een bedrag van 1 427 000 euro overgedragen";

3<sup>o</sup> in het negende lid worden de woorden "Vanaf 2018" vervangen door de woorden "In 2018";

4<sup>o</sup> het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"In 2018 wordt een bedrag van 25 000 000 euro van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering overgedragen naar het Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren, ten gunste van zowel de werknemers met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever van de private sector als bij een werkgever van de publieke sector; de Koning bepaalt de verdeling van dit bedrag tussen beide sectoren op basis van de loonkosten van deze werknemers. Deze bedragen worden door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering ten laste gelegd van de begroting van de verzekering voor geneeskundige verzorging van 2018.

À partir de 2019, un montant de 1 169 812 EUR est transféré de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité au Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux en faveur des travailleurs salariés liés par un contrat de travail auprès d'un employeur du secteur public. Un montant de 6 369 172 EUR est transféré de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité au Fonds d'épargne sectoriel des secteurs fédéraux, en faveur des travailleurs salariés liés par un contrat de travail tant auprès d'un employeur du secteur privé qu'auprès d'un employeur du secteur public; le Roi détermine la répartition de ce montant entre les deux secteurs sur la base du coût salarial de ces travailleurs salariés. Ces transferts ont lieu chaque année au mois de juin. À partir de 2019, ces montants sont adaptés chaque année à l'évolution de la moyenne arithmétique de l'indice santé du mois de juin et des chiffres de l'index des trois mois précédents entre le 30 juin de l'avant-dernière année et le 30 juin de l'année qui a précédé. Le rapport exprimé par cette évolution est arrondi jusqu'à quatre décimales, vers le haut si le cinquième chiffre est au moins un 5 et vers le bas pour les autres cas. Ces montants sont imputés par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité à charge du budget de l'assurance soins de santé."

CHAPITRE 16. — *Modifications de l'article 191 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994*

*Section 1<sup>re</sup>. — Cotisations sur le chiffre d'affaires*

**Art. 78.** A l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup>novies, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par la loi du 27 décembre 2005 et modifié par les lois des 27 décembre 2006, 21 décembre 2007, 8 juin 2008, 19 décembre 2008, 22 décembre 2008, 23 décembre 2009, 29 décembre 2010, 28 décembre 2011, 27 décembre 2012, 26 décembre 2013, 19 décembre 2014, 26 décembre 2015, 25 décembre 2016 et 25 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le troisième alinéa est complété par la phrase suivante :

"Pour 2019, le montant de cette cotisation est fixé à 6,73 p.c. du chiffre d'affaires qui a été réalisé en 2019.";

2<sup>o</sup> à l'alinéa 5, dernière phrase, le mot "et" est remplacé par la mention "," et la phrase est complétée par ce qui suit :

"et avant le 1<sup>er</sup> mai 2020 pour le chiffre d'affaires qui a été réalisé en 2019.";

3<sup>o</sup> à l'alinéa 7, première phrase, le mot "et" est remplacé par la mention "," et les mots "et la cotisation sur le chiffre d'affaires 2019" sont insérés entre les mots "chiffre d'affaires 2018" et les mots "sont versées";

4<sup>o</sup> l'alinéa 8 est complété par la phrase suivante :

"Pour 2019, l'avance et le solde visés au précédent alinéa doivent être versés respectivement avant le 1<sup>er</sup> juin 2019 et le 1<sup>er</sup> juin 2020 sur le compte de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité en indiquant respectivement la mention "avance cotisation chiffre d'affaires 2019" et "solde cotisation chiffre d'affaires 2019".";

5<sup>o</sup> l'alinéa 10 est complété par la phrase suivante :

"Pour 2019 l'avance précitée est fixée à 6,73 p.c. du chiffre d'affaires qui a été réalisé dans l'année 2018.";

6<sup>o</sup> le dernier alinéa est complété par la phrase suivante :

"Les recettes qui résultent de la cotisation sur le chiffre d'affaires 2019 seront inscrites dans les comptes de l'assurance obligatoire soins de santé de l'exercice 2019.".

**Art. 79.** A l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup>duodecies, de la même loi, inséré par la loi du 23 décembre 2009 et modifié par les lois des 29 décembre 2010, 28 décembre 2011, 27 décembre 2012, 26 décembre 2013, 19 décembre 2014, 26 décembre 2015, 25 décembre 2016 et 25 décembre 2017, l'alinéa 5 est complété par la phrase suivante :

"Pour 2019, le montant de cette cotisation est fixé à 1 p.c. du chiffre d'affaires qui a été réalisé en 2019 et l'avance concernée est fixée à 1 p.c. du chiffre d'affaires réalisé en 2018.".

Vanaf 2019 wordt een bedrag van 1 169 812 euro overgedragen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering naar het Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren ten gunste van de werknemers met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever van de publieke sector. Een bedrag van 6 369 172 euro wordt door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering overgedragen naar het Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren, ten gunste van de werknemers met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever van de private sector. Een bedrag van 12 000 000 euro wordt door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering overgedragen naar het Sectoraal Spaarfonds van de federale sectoren, ten gunste van zowel de werknemers met een arbeidsovereenkomst bij een werkgever van de private sector als bij een werkgever van de publieke sector; de Koning bepaalt de verdeling van dit bedrag tussen beide sectoren op basis van de loonkost van deze werknemers. Deze overdrachten gebeuren in de maand juni van elk jaar. Deze bedragen worden vanaf 2019 elk jaar aangepast aan de evolutie van het rekenkundig gemiddelde van het gezondheidsindexcijfer van de maand juni en de indexcijfers van de drie voorafgaande maanden tussen 30 juni van het voorlaatste jaar en 30 juni van het vorige jaar. De verhouding die deze evolutie uitdrukt wordt tot op vier cijfers na de komma afgerond, naar boven indien het vijfde cijfer minstens 5 is, zo niet naar beneden. Deze bedragen worden door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering ten laste gelegd van de begroting van de verzekering voor geneeskundige verzorging."

HOOFDSTUK 16. — *Wijzigingen van artikel 191 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994*

*Afdeling 1. — Heffingen op de omzet*

**Art. 78.** In artikel 191, eerste lid, 15<sup>o</sup>novies, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij de wet van 27 december 2005 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2006, 21 december 2007, 8 juni 2008, 19 december 2008, 22 december 2008, 23 december 2009, 29 december 2010, 28 december 2011, 27 december 2012, 26 december 2013, 19 december 2014, 26 december 2015, 25 december 2016 en van 25 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het derde lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"Voor 2019 wordt het bedrag van die heffing vastgesteld op 6,73 pct. van de omzet die in 2019 is verwezenlijkt.";

2<sup>o</sup> in het vijfde lid, laatste zin, wordt het woord "en" vervangen door de vermelding "," en wordt de zin aangevuld als volgt :

"en voor 1 mei 2020 voor de omzet die in 2019 is verwezenlijkt.";

3<sup>o</sup> in het zevende lid, eerste zin, wordt het woord "en" vervangen door de vermelding "," en worden de woorden "en de heffing op de omzet 2019" ingevoegd tussen de woorden "omzet 2018" en de woorden "worden via";

4<sup>o</sup> het achtste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"Voor 2019 dienen het in het vorige lid bedoelde voorschot en saldo respectievelijk gestort te worden voor 1 juni 2019 en 1 juni 2020 op rekening van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met vermelding van respectievelijk "voorschot heffing omzet 2019" en "saldo heffing omzet 2019".";

5<sup>o</sup> het tiende lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"Voor 2019 wordt het voornoemde voorschot bepaald op 6,73 pct. van de omzet die in het jaar 2018 is verwezenlijkt.";

6<sup>o</sup> het laatste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"De ontvangsten die voortvloeien uit de heffing op de omzet 2019 zullen in de rekeningen van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging worden opgenomen in het boekjaar 2019.".

**Art. 79.** In artikel 191, eerste lid, 15<sup>o</sup>duodecies, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 23 december 2009 en gewijzigd bij de wetten van 29 december 2010, van 28 december 2011, van 27 december 2012, van 26 december 2013, van 19 december 2014, van 26 december 2015, van 25 december 2016 en van 25 december 2017, wordt het vijfde lid aangevuld met de volgende zin :

"Voor 2019 wordt het bedrag van die heffing vastgesteld op 1 pct. van de omzet die in 2019 is verwezenlijkt en het ermee samenhangende voorschot wordt vastgesteld op 1 pct. van de omzet die in 2018 is verwezenlijkt.".

**Art. 80.** A l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 15<sup>o</sup>terdecies, de la même loi, inséré par la loi du 28 juin 2013 et modifié par les lois des 19 décembre 2014, 26 décembre 2015, 25 décembre 2016 et 25 décembre 2017, l'alinéa 5 est complété par ce qui suit :

"Pour l'année 2019, les pourcentages de cette cotisation orpheline s'élèvent à 0 % pour la tranche du chiffre d'affaires allant de 0 à 1,5 millions d'euros, 3 % pour la tranche du chiffre d'affaires allant de 1,5 à 3 millions d'euros et à 5 % pour la tranche du chiffre d'affaires qui est supérieure à 3 millions d'euros. Les pourcentages, appliqués aux différents paliers pour constituer l'avance 2019 sont identiques à ceux fixés pour la cotisation orpheline 2019."

#### Section 2. — Contribution sur le marketing

**Art. 81.** A l'article 191, alinéa 1<sup>er</sup>, 31<sup>o</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 27 décembre 2012 et modifié par les lois des 26 décembre 2013, 19 décembre 2014, 26 décembre 2015, 25 décembre 2016 et 25 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

"Pour 2019, la contribution compensatoire est maintenue.";

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, les mots "et réalisé en 2018, pour l'année 2018" sont remplacés par les mots "réalisé en 2018, pour l'année 2018, et réalisé en 2019, pour l'année 2019";

3<sup>o</sup> l'alinéa 3 est complété par ce qui suit :

"L'acompte 2019, fixé à 0,13 % du chiffre d'affaires réalisé en 2018, est versé avant le 1<sup>er</sup> juin 2019 sur le compte de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, en indiquant la mention "Acompte contribution compensatoire 2019" et le solde est versé avant le 1<sup>er</sup> juin 2020 sur ce même compte avec la mention "Solde contribution compensatoire 2019".";

4<sup>o</sup> à l'alinéa 5, le mot "et" est supprimé et la phrase est complétée par ce qui suit :

", et pour l'année comptable 2019, pour ce qui concerne la contribution 2019."

CHAPITRE 17. — *Modifications de l'article 40 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994*

**Art. 82.** A l'article 40, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, modifié en dernier lieu par la loi du 25 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots "86 788 milliers d'euros" sont remplacés par les mots "117 413 milliers d'euros";

2<sup>o</sup> les mots "63 788 milliers d'euros" sont remplacés par les mots "114 921 milliers d'euros";

3<sup>o</sup> une phrase est ajoutée, rédigée comme suit :

"Pour l'année 2020, le montant de l'objectif budgétaire annuel global est augmenté de 25 000 milliers d'euros supplémentaires. Cette augmentation supplémentaire fait partie intégrante de l'objectif budgétaire annuel global pour l'année 2020."

#### CHAPITRE 18. — *Retrait des articles 22 jusqu'à 25 de la loi-programme du 27 décembre 2012*

**Art. 83.** Dans le titre 3, chapitre 1<sup>er</sup>, de la loi-programme du 27 décembre 2012, la section 2, comportant les articles 22 jusqu'à 25, est retirée.

CHAPITRE 19. — *Modifications de la loi du 6 septembre 2018 modifiant la réglementation en vue de renforcer le congé d'adoption et d'instaurer le congé parental d'accueil*

**Art. 84.** Dans l'article 2 de la loi du 6 septembre 2018 modifiant la réglementation en vue de renforcer le congé d'adoption et d'instaurer le congé parental d'accueil, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

"3<sup>o</sup> l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Le congé d'adoption de six semaines par parent adoptif est allongé de la manière suivante pour le parent adoptif ou pour les deux parents adoptifs ensemble :

1<sup>o</sup> d'une semaine à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019;

2<sup>o</sup> de deux semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021;

3<sup>o</sup> de trois semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023;

4<sup>o</sup> de quatre semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025;

**Art. 80.** In artikel 191, eerste lid, 15<sup>o</sup>terdecies, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 28 juni 2013 en gewijzigd bij de wetten van 19 december 2014, 26 december 2015, 25 december 2016 en 25 december 2017, wordt het vijfde lid aangevuld als volgt :

"Voor het jaar 2019 worden de percentages van deze weesheffing vastgesteld op 0 pct. voor het deel van de omzet van 0 tot en met 1,5 miljoen euro, op 3 pct. voor het deel van de omzet van 1,5 tot en met 3 miljoen euro en op 5 pct. voor het deel van de omzet groter dan 3 miljoen euro. De percentages, die op de verschillende omzetniveaus toegepast worden om het voorschot 2019 vast te stellen, zijn gelijk aan de percentages die vastgesteld worden voor de weesheffing 2019."

#### Afdeling 2. — Bijdrage op marketing

**Art. 81.** In artikel 191, eerste lid, 31<sup>o</sup>, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 27 december 2012 en gewijzigd bij de wetten van 26 december 2013, 19 december 2014, 26 december 2015, 25 december 2016 en van 25 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"Voor 2019 wordt de compensatoire bijdrage gehandhaafd.";

2<sup>o</sup> in het tweede lid worden de woorden "en verwezenlijkt in 2018, voor het jaar 2018" vervangen door de woorden "verwezenlijkt in 2018, voor het jaar 2018, en verwezenlijkt in 2019, voor het jaar 2019";

3<sup>o</sup> het derde lid wordt aangevuld als volgt :

"Het voorschot 2019, vastgesteld op 0,13 pct. van het in 2018 verwezenlijkte omzetcijfer, wordt vóór 1 juni 2019 gestort op rekening van het Rijkinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, met de vermelding van "Voorschot compensatoire bijdrage 2019" en het saldo wordt vóór 1 juni 2020 gestort op dezelfde rekening met de vermelding "Saldo compensatoire bijdrage 2019".";

4<sup>o</sup> in het vijfde lid wordt het woord "en" opgeheven en wordt de zin aangevuld als volgt :

", en in het boekjaar 2019, voor de bijdrage 2019."

HOOFDSTUK 17. — *Wijzigingen van artikel 40 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994*

**Art. 82.** In artikel 40, § 1<sup>er</sup>, vierde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> de woorden "86 788 duizend euro" worden vervangen door de woorden "117 413 duizend euro";

2<sup>o</sup> de woorden "63 788 duizend euro" worden vervangen door de woorden "114 921 duizend euro";

3<sup>o</sup> een zin wordt toegevoegd, luidende :

"Voor het jaar 2020 wordt het bedrag van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling bijkomend verhoogd met 25 000 duizend euro. Deze bijkomende verhoging maakt integraal deel uit van de globale jaarlijkse begrotingsdoelstelling voor het jaar 2020."

#### HOOFDSTUK 18. — *Intrekking van de artikelen 22 tot en met 25 van de programmwet van 27 december 2012*

**Art. 83.** In titel 3, hoofdstuk 1, van de programmwet van 27 december 2012 wordt afdeling 2, die de artikelen 22 tot 25 bevat, ingetrokken.

HOOFDSTUK 19. — *Wijzigingen van de wet van 6 september 2018 tot wijziging van de regelgeving met het oog op de versterking van het adoptieverlof en tot invoering van het pleegouderverlof*

**Art. 84.** In artikel 2 van de wet van 6 september 2018 tot wijziging van de regelgeving met het oog op de versterking van het adoptieverlof en tot invoering van het pleegouderverlof worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 3<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

"3<sup>o</sup> het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"Het adoptieverlof van zes weken per adoptieouder wordt als volgt opgetrokken voor de adoptieouder of voor beide adoptieouders samen :

1<sup>o</sup> met één week vanaf 1 januari 2019;

2<sup>o</sup> met twee weken vanaf 1 januari 2021;

3<sup>o</sup> met drie weken vanaf 1 januari 2023;

4<sup>o</sup> met vier weken vanaf 1 januari 2025;



5° de cinq semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027.”;”;

b) le 4° est remplacé par ce qui suit :

“4° entre les alinéas 2 et 3, qui devient l’alinéa 6, trois alinéas sont insérés, rédigés comme suit :

“Le Roi peut fixer une date antérieure d’entrée en vigueur pour le droit aux semaines supplémentaires visées au deuxième alinéa, 2° à 5° inclus.

L’alinéa 2 ne s’applique qu’aux demandes introduites conformément au paragraphe 3 à partir de l’entrée en vigueur de l’allongement concerné et pour autant que le congé d’adoption prenne cours au plus tôt à partir de la même date d’entrée en vigueur.

S’il y a deux parents adoptifs, ceux-ci se répartissent entre eux les semaines supplémentaires visées au deuxième alinéa, pour lesquelles, le cas échéant, il est tenu compte du droit au congé d’adoption de l’autre parent adoptif visé à l’article 18bis, § 2, de l’arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants. Le Roi peut déterminer de quelle manière le travailleur en apporte la preuve.”.

**Art. 85.** Dans la même loi, il est inséré un article 2/1, rédigé comme suit :

“Art. 2/1. Dans l’article 30ter de la même loi, inséré par la loi du 9 juillet 2004 et modifié par la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° un paragraphe 1<sup>er</sup>/1 est inséré rédigé comme suit :

“§ 1<sup>er</sup>/1. Pour pouvoir exercer le droit au congé d’adoption, ce congé doit prendre cours dans les deux mois qui suivent l’inscription de l’enfant comme faisant partie du ménage du travailleur dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de sa commune de résidence.

Toutefois, en cas d’adoption internationale, le congé d’adoption peut déjà prendre cours dès le lendemain de l’approbation, par l’autorité centrale communautaire compétente, de la décision de confier l’enfant à l’adoptant conformément à l’article 361-3, 5° ou l’article 361-5, 4° du Code civil, afin d’aller chercher l’enfant dans l’État d’origine en vue de son accueil effectif dans la famille.

En cas d’adoption internationale, le Roi peut déterminer dans quels cas et sous quelles conditions et modalités il peut être dérogé au caractère ininterrompu du congé d’adoption tel que prévu au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.”;

2° le § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par la phrase suivante : “Ce délai peut être réduit d’un commun accord entre l’employeur et le travailleur.

**Art. 86.** Dans la même loi, il est inséré un article 2/2 rédigé comme suit :

“Art. 2/2. Dans le Titre VIII de la loi du 1<sup>er</sup> mars 2007 contenant des dispositions diverses (III), le chapitre 2, modifié par la loi du 30 juillet 2013, qui contient les articles 88, 90 et 91, est abrogé.”.

**Art. 87.** L’article 3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

“Art. 3. Dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, est inséré un article 30sexies rédigé comme suit :

“Art. 30sexies. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l’article 30quater, le travailleur qui est désigné comme parent d’accueil par le tribunal, par un service de placement agréé par la communauté compétente, par les services de l’Aide à la Jeunesse ou par le Comité pour l’aide spéciale à la Jeunesse et qui dans le cadre d’un placement familial de longue durée, accueille un enfant mineur dans sa famille, a droit une seule fois, pour prendre soin de cet enfant, à un congé parental d’accueil pendant une période ininterrompue de maximum six semaines. Dans le cas où le travailleur choisit de ne pas prendre le nombre maximal de semaines prévues dans le cadre du congé parental d’accueil, le congé doit être au moins d’une semaine ou d’un multiple d’une semaine.

Le congé parental d’accueil de six semaines par parent est allongé de la manière suivante pour le parent d’accueil ou pour les deux parents d’accueil ensemble :

1° d’une semaine à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019;

2° de deux semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021;

3° de trois semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023;

4° de quatre semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025;

5° de cinq semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Le Roi peut fixer une date antérieure d’entrée en vigueur pour les semaines supplémentaires visées au deuxième alinéa, 2° à 5° inclus.

5° met vijf weken vanaf 1 januari 2027.”;”;

b) de bepaling onder 4° wordt vervangen als volgt :

“4° tussen het tweede en het derde lid, dat het zesde lid wordt, worden drie leden ingevoegd, luidende :

“De Koning kan een vroegere datum van inwerkingtreding vastleggen voor het recht op de bijkomende weken als bedoeld in het tweede lid, 2° tot en met 5°.

Het tweede lid is enkel van toepassing op aanvragen gebeurd overeenkomstig paragraaf 3 vanaf de inwerkingtreding van de betrokken optrekking en voor zover het adoptieverlof ten vroegste aanvangt vanaf diezelfde datum van inwerkingtreding.

In geval van twee adoptieouders worden de bijkomende weken bedoeld in het tweede lid onderling tussen hen verdeeld, waarbij er, in voorkomend geval, rekening wordt gehouden met het recht op adoptieverlof van de andere adoptieouder bedoeld in artikel 18bis, § 2, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen. De Koning kan bepalen op welke wijze de werknemer hiervan het bewijs levert.”.

**Art. 85.** In dezelfde wet wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 2/1. In artikel 30ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 9 juli 2004 en gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een paragraaf 1/1 wordt ingevoegd, luidende :

“§ 1/1. Om het recht op adoptieverlof te kunnen uitoefenen, moet dit verlof een aanvang nemen binnen twee maanden volgend op de inschrijving van het kind als deel uitmakend van het gezin van de werknemer in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar hij zijn verblijfplaats heeft.

Niettemin, in geval van een interlandelijke adoptie, kan het adoptieverlof al een aanvang nemen vanaf de dag na de goedkeuring van de beslissing door de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap om het kind aan de adoptant toe te vertrouwen overeenkomstig artikel 361-3, 5° of artikel 361-5, 4° van het Burgerlijk Wetboek, teneinde het kind op te halen in de Staat van herkomst met het oog op zijn daadwerkelijke onthaal in het gezin.

Met betrekking tot de interlandelijke adoptie kan de Koning bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden en nadere regels er kan worden afgeweken van het aaneengesloten karakter van het adoptieverlof zoals bepaald bij § 1, eerste lid.”;

2° § 3, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin : “Deze termijn kan in overeenstemming tussen de werkgever en de werknemer worden ingekort.

**Art. 86.** In dezelfde wet wordt een artikel 2/2 ingevoegd, luidende :

“Art. 2/2. In Titel VIII van de wet van 1 maart 2007 houdende diverse bepalingen (III), wordt hoofdstuk 2, gewijzigd bij de wet van 30 juli 2013, dat de artikelen 88, 90 en 91 bevat, opgeheven.”.

**Art. 87.** Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“Art. 3. In de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt een artikel 30sexies ingevoegd, luidende :

“Art. 30sexies. § 1. Onverminderd artikel 30quater, heeft de werknemer die is aangesteld als pleegouder door de rechtbank, door een door de gemeenschap erkende dienst voor pleegzorg, door de diensten van l’Aide à la Jeunesse of door het Comité Bijzondere Jeugdbijstand en die naar aanleiding van een plaatsing in het kader van een langdurige pleegzorg een minderjarig kind in zijn gezin onthaalt, met het oog op de zorg voor dit kind, eenmalig recht op pleegouderverlof gedurende een aaneengesloten periode van maximum zes weken. Indien de werknemer ervoor kiest om niet het toegestane maximum aantal weken pleegouderverlof op te nemen, dient het verlof ten minste een week of een veelvoud van een week te bedragen.

Het pleegouderverlof van zes weken per ouder wordt als volgt opgetrokken voor de pleegouder of voor beide pleegouders samen :

1° met één week vanaf 1 januari 2019;

2° met twee weken vanaf 1 januari 2021;

3° met drie weken vanaf 1 januari 2023;

4° met vier weken vanaf 1 januari 2025;

5° met vijf weken vanaf 1 januari 2027.

De Koning kan een vroegere datum van inwerkingtreding vastleggen voor het recht op de bijkomende weken als bedoeld in het tweede lid, 2° tot en met 5°.

L'alinéa 2 ne s'applique qu'aux demandes introduites conformément au paragraphe 4 à partir de l'entrée en vigueur de l'allongement concerné et pour autant que le congé parental d'accueil prenne cours au plus tôt à partir de la même date d'entrée en vigueur.

Si la famille d'accueil comprend deux personnes, qui sont désignées ensemble comme parent d'accueil de l'enfant, ceux-ci se répartissent entre eux les semaines supplémentaires visées à l'alinéa 2, pour lesquelles, le cas échéant, il est tenu compte du droit au congé parental d'accueil de l'autre parent d'accueil visé à l'article 18bis, § 4, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants. Le Roi peut déterminer de quelle manière le travailleur en apporte la preuve.

La durée maximale du congé parental d'accueil est doublée lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont octroyés dans le pilier 1 de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales ou d'au moins 9 points dans l'ensemble des trois piliers de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales.

La durée maximale du congé parental d'accueil est allongée de deux semaines par parent d'accueil en cas d'accueil simultané de plusieurs enfants mineurs dans le cadre d'un placement de longue durée.

§ 2. Pour pouvoir exercer le droit au congé parental d'accueil, ce congé doit prendre cours dans les douze mois qui suivent l'inscription de l'enfant comme faisant partie du ménage du travailleur dans le registre de la population ou dans le registre des étrangers de sa commune de résidence.

Le Roi peut fixer un autre point de départ pour la prise de cours du délai de douze mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. Durant le congé parental d'accueil, le travailleur bénéficie d'une indemnité dont le montant est déterminé par le Roi et qui lui est payée dans le cadre de l'assurance soins de santé et indemnités.

Le Roi peut également déterminer que le travailleur maintient, pour une partie du congé parental d'accueil, son droit à la rémunération à charge de l'employeur.

§ 4. Le travailleur qui souhaite faire usage du droit au congé parental d'accueil doit en avertir par écrit son employeur au moins un mois à l'avance. Ce délai peut être réduit d'un commun accord entre l'employeur et le travailleur.

La notification de l'avertissement se fait par lettre recommandée ou par la remise d'un écrit dont le double est signé par l'employeur au titre d'accusé de réception. L'avertissement mentionne la date de début et de fin du congé parental d'accueil.

Le travailleur fournit à l'employeur, au plus tard au moment où le congé parental d'accueil prend cours, les documents attestant l'évènement qui ouvre le droit au congé parental d'accueil.

§ 5. L'employeur ne peut faire un acte tendant à mettre fin unilatéralement au contrat de travail du travailleur qui a fait usage de son droit au congé parental d'accueil pendant une période qui commence deux mois avant la prise de cours de ce congé et qui finit un mois après la fin de celui-ci, sauf pour des motifs étrangers à la prise de ce congé parental d'accueil.

La charge de la preuve de ces motifs incombe à l'employeur.

Si le motif invoqué à l'appui du licenciement ne répond pas aux prescriptions de l'alinéa 1<sup>er</sup> ou à défaut de motif, l'employeur est tenu de payer une indemnité forfaitaire égale à la rémunération de trois mois, sans préjudice des indemnités dues au travailleur en cas de rupture du contrat de travail.

Cette indemnité ne peut être cumulée avec d'autres indemnités qui sont prévues dans le cadre d'une procédure de protection particulière contre le licenciement.

§ 6. Pour l'application de cet article, on entend par placement familial de longue durée : le placement à propos duquel il est clair dès le début que l'enfant séjournera au minimum six mois au sein de la même famille d'accueil auprès des mêmes parents d'accueil.

Pour l'application de cet article, le Roi peut encore préciser les notions d'accueil et de placement familial de longue durée."

Het tweede lid is enkel van toepassing op aanvragen gebeurd overeenkomstig paragraaf 4 vanaf de inwerkingtreding van de betrokken optrekking en voor zover het pleegouderverlof ten vroegste aanvangt vanaf diezelfde datum van inwerkingtreding.

Indien het pleeggezin bestaat uit twee personen, die beiden zijn aangesteld als pleegouder van het kind, worden de bijkomende weken bedoeld in het tweede lid onderling tussen hen verdeeld, waarbij er, in voorkomend geval, rekening wordt gehouden met het recht op pleegouderverlof van de andere pleegouder als bedoeld in artikel 18bis, § 4, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen. De Koning kan bepalen op welke wijze de werknemer hiervan het bewijs levert.

De maximumduur van het pleegouderverlof wordt verdubbeld wanneer het kind getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 pct of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler 1 van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag of dat tenminste 9 punten toegekend worden in de drie pijlers samen van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag.

De maximumduur van het pleegouderverlof wordt met twee weken per pleegouder verlengd ingeval van gelijktijdig onthaal van meerdere minderjarige kinderen naar aanleiding van een plaatsing in het kader van langdurige pleegzorg.

§ 2. Om het recht op pleegouderverlof te kunnen uitoefenen, moet dit verlof een aanvang nemen binnen twaalf maanden volgend op de inschrijving van het kind als deel uitmakend van het gezin van de werknemer in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar hij zijn verblijfplaats heeft.

De Koning kan een ander aanknopingspunt bepalen voor de aanvang van de termijn van twaalf maanden als bedoeld in het eerste lid.

§ 3. Tijdens het pleegouderverlof geniet de werknemer een uitkering, waarvan het bedrag wordt bepaald door de Koning, en die hem wordt uitbetaald in het raam van de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

De Koning kan evenwel bepalen dat de werknemer voor een gedeelte van het pleegouderverlof zijn recht op loon blijft behouden ten laste van de werkgever.

§ 4. De werknemer die gebruik wenst te maken van het recht op pleegouderverlof dient zijn werkgever ten minste één maand vóór de opname van het verlof hiervan schriftelijk op de hoogte te brengen. Deze termijn kan in overeenstemming tussen de werkgever en de werknemer worden ingekort.

De kennisgeving gebeurt door middel van een aangetekend schrijven of door overhandiging van een geschrift, waarvan het duplicaat voor ontvangst wordt ondertekend door de werkgever. De kennisgeving dient de begin- en einddatum van het pleegouderverlof te vermelden.

De werknemer dient, uiterlijk op het ogenblik waarop het pleegouderverlof ingaat, aan de werkgever de documenten te verstrekken ter staving van de gebeurtenis die het recht op pleegouderverlof doet ontstaan.

§ 5. De werkgever mag geen handeling stellen die ertoe strekt eenzijdig een einde te maken aan de arbeidsovereenkomst van de werknemer die gebruik maakt van zijn recht op pleegouderverlof gedurende een periode die ingaat twee maanden vóór de opname van dit verlof en eindigt één maand na het einde ervan, behalve om redenen die vreemd zijn aan de opname van het pleegouderverlof.

De werkgever dient te bewijzen dat zulke redenen voorhanden zijn.

indien de ingeroepen reden tot staving van het ontslag niet beantwoordt aan het bepaalde in het eerste lid of bij ontstentenis van reden, moet de werkgever aan de werknemer een forfaitaire vergoeding betalen gelijk aan het loon voor drie maanden, onverminderd de vergoedingen verschuldigd in geval van verbreking van de arbeidsovereenkomst.

Deze vergoeding mag evenwel niet worden samen genoten met andere vergoedingen die zijn bepaald in het kader van een bijzondere beschermingsprocedure tegen ontslag.

§ 6. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder langdurige pleegzorg verstaan : pleegzorg waarvan bij aanvang duidelijk is dat het kind voor minstens zes maanden in hetzelfde pleeggezin bij dezelfde pleegouder of dezelfde pleegouders zal verblijven.

De Koning kan voor de toepassing van dit artikel de begrippen onthaal en langdurige pleegzorg verder verduidelijken."

**Art. 88.** Dans la même loi, il est inséré un article 3/1 rédigé comme suit :

"Art. 3/1. Dans l'article 56, premier alinéa, de la même loi, modifié par la loi du 9 juillet 2004, le mot "30sexies," est inséré entre le mot "30ter," et le mot "49"."

**Art. 89.** Dans la même loi, il est inséré un article 3/2 rédigé comme suit :

"Art. 3/2. L'article 148 du Code pénal social est remplacé par ce qui suit :

"Art. 148. Le congé d'adoption, l'absence en vue de fournir des soins d'accueil et le congé parental d'accueil

Est puni d'une sanction de niveau 2, l'employeur, son préposé ou son mandataire qui, en contravention à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail :

1° n'a pas accordé au travailleur qui y a droit le congé d'adoption;

2° n'a pas accordé au travailleur désigné comme parent d'accueil le droit de s'absenter du travail en vue de fournir des soins d'accueil;

3° n'a pas accordé au travailleur qui y a droit le congé parental d'accueil.

En ce qui concerne les infractions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'amende est multipliée par le nombre de travailleurs concernés."

**Art. 90.** Dans la même loi, il est inséré un article 3/3 rédigé comme suit :

"Art. 3/3. Dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, il est inséré un article 138 rédigé comme suit :

"Art. 138. Les infractions aux dispositions des articles 30ter, 30quater et 30sexies de la présente loi et à leurs arrêtés d'exécution sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément au Code pénal social.

Les inspecteurs sociaux disposent des pouvoirs visés aux articles 23 à 39 du Code pénal social lorsqu'ils agissent d'initiative ou sur demande dans le cadre de leur mission d'information, de conseil et de surveillance relative au respect des dispositions précitées et de leurs arrêtés d'exécution."

**Art. 91.** Dans la même loi, il est inséré un article 3/4 rédigé comme suit :

"Art. 3/4. L'article 60 de la loi-programme du 27 avril 2007 est abrogé."

**Art. 92.** Dans la même loi, il est inséré un article 3/5 rédigé comme suit :

"Art. 3/5. Dans l'arrêté royal du 10 juin 2001 portant définition uniforme de notions relatives au temps de travail à l'usage de la sécurité sociale, en application de l'article 39 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, il est inséré un article 34quater rédigé comme suit :

"Art. 34quater. Par "congé parental d'accueil" on entend la période pendant laquelle le travailleur a le droit de s'absenter de son travail pour accueillir un enfant dans sa famille dans le cadre d'un placement familial de longue durée, en application de l'article 30sexies de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail."

**Art. 93.** L'article 4 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 4. L'article 3 de l'arrêté royal du 20 décembre 2006 instaurant les conditions d'octroi d'une allocation d'adoption en faveur des travailleurs indépendants, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le montant de l'allocation d'adoption à la suite de l'adoption d'un enfant mineur est établi en fonction d'une période de maximum six semaines indépendamment de l'âge de l'enfant.

Le congé d'adoption de six semaines par parent adoptif est allongé de la manière suivante pour le parent adoptif ou pour les deux parents adoptifs ensemble :

1° d'une semaine à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019;

2° de deux semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021;

3° de trois semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023;

4° de quatre semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025;

5° de cinq semaines à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

**Art. 88.** In dezelfde wet wordt een artikel 3/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 3/1. In artikel 56, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 juli 2004, wordt het woord "30sexies," ingevoegd tussen het woord "30ter," en het woord "49"."

**Art. 89.** In dezelfde wet wordt een artikel 3/2 ingevoegd, luidende :

"Art. 3/2. Artikel 148 van het Sociaal Strafwetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 148. Het adoptieverlof, de afwezigheid met het oog op het verstrekken van pleegzorgen en het pleegouderverlof

Met een sanctie van niveau 2 wordt bestraft, de werkgever, zijn aangestelde of lasthebber die, in strijd met de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten:

1° het adoptieverlof niet toegekend heeft aan de werknemer die er recht op heeft;

2° aan de werknemer die aangesteld is als pleegouder, het recht om van het werk afwezig te zijn met het oog op het verstrekken van pleegzorgen niet toegekend heeft;

3° het pleegouderverlof niet toegekend heeft aan de werknemer die er recht op heeft.

Voor de in het eerste lid bedoelde inbreuken wordt de geldboete vermenigvuldigd met het aantal betrokken werknemers."

**Art. 90.** In dezelfde wet wordt een artikel 3/3 ingevoegd, luidende :

"Art. 3/3. In de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt een artikel 138 ingevoegd, luidende :

"Art. 138. De inbreuken op de bepalingen van de artikelen 30ter, 30quater en 30sexies van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig het Sociaal Strafwetboek.

De sociaal inspecteurs beschikken over de in de artikelen 23 tot 39 van het Sociaal Strafwetboek bedoelde bevoegdheden wanneer zij, ambtshalve of op verzoek, optreden in het kader van hun opdracht tot informatie, bemiddeling en toezicht inzake de naleving van de voormelde bepalingen en de uitvoeringsbesluiten ervan."

**Art. 91.** In dezelfde wet wordt een artikel 3/4 ingevoegd, luidende :

"Art. 3/4. Artikel 60 van de programmawet van 27 april 2007 wordt opgeheven."

**Art. 92.** In dezelfde wet wordt een artikel 3/5 ingevoegd, luidende :

"Art. 3/5. In het koninklijk besluit van 10 juni 2001 tot eenvormige definiëring van begrippen met betrekking tot arbeidstijdgegevens ten behoeve van de sociale zekerheid, met toepassing van artikel 39 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, wordt een artikel 34quater ingevoegd, luidende :

"Art. 34quater. Onder "pleegouderverlof" wordt verstaan de periode waarin de werknemer het recht heeft om van zijn werk afwezig te zijn omwille van het onthaal van een kind in zijn gezin in het kader van een langdurige pleegzorg, met toepassing van artikel 30sexies van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten."

**Art. 93.** Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 4. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 20 december 2006 tot invoering van de toekenningsvoorwaarden van een adoptie-uitkering ten gunste van de zelfstandigen wordt vervangen als volgt :

"Art. 3. § 1. Het bedrag van de adoptie-uitkering als gevolg van de adoptie van een minderjarig kind wordt vastgesteld in functie van een periode van maximaal zes weken ongeacht de leeftijd van het kind.

Het adoptieverlof van zes weken per adoptieouder wordt als volgt opgetrokken voor de adoptieouder of voor beide adoptieouders samen :

1° met één week vanaf 1 januari 2019;

2° met twee weken vanaf 1 januari 2021;

3° met drie weken vanaf 1 januari 2023;

4° met vier weken vanaf 1 januari 2025;

5° met vijf weken vanaf 1 januari 2027.



Le droit à cette semaine supplémentaire ou à ces semaines supplémentaires s'ouvre chaque fois pour les congés d'adoption qui débutent au plus tôt à partir de l'entrée en vigueur de l'allongement concerné. S'il y a deux parents adoptifs, ceux-ci se répartissent ces semaines supplémentaires entre eux, pour lesquelles, le cas échéant, il est tenu compte du droit au congé d'adoption de l'autre parent adoptif visé à l'article 30ter de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

La durée maximale du congé d'adoption est doublée lorsque l'enfant mineur est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont octroyés dans le pilier 1 de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales ou qu'au moins 9 points sont octroyés dans l'ensemble des trois piliers de l'échelle médico-sociale, au sens de la réglementation relative aux allocations familiales.

La durée maximale du congé d'adoption est allongée de deux semaines par parent adoptif en cas d'adoption simultanée de plusieurs enfants mineurs.

§ 2. La période de congé d'adoption visée au paragraphe 1<sup>er</sup> prend cours à la date choisie par le travailleur indépendant, mais au plus tôt le jour de l'inscription de l'enfant à la résidence principale de l'adoptant et au plus tard deux mois après cette inscription.

Toutefois, en cas d'adoption internationale, le congé d'adoption peut déjà prendre cours dès le lendemain de l'approbation, par l'autorité centrale communautaire compétente, de la décision de confier l'enfant à l'adoptant conformément à l'article 361-3, 5<sup>o</sup> ou l'article 361-5, 4<sup>o</sup> du Code civil, afin d'aller chercher l'enfant dans l'État d'origine en vue de son accueil effectif dans la famille.

§ 3. Pendant la période de congé d'adoption visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, le travailleur indépendant ne peut exercer, à titre personnel, aucune activité professionnelle. Dans le cas où le travailleur indépendant choisit de ne pas prendre le nombre maximal de semaines prévues dans le cadre de cette période, celle-ci doit être au moins d'une semaine ou un multiple d'une semaine."

**Art. 94.** Dans la même loi, il est inséré un article 4/1 rédigé comme suit :

"Art. 4/1. L'article 4 du même arrêté, est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

" § 3. Par dérogation à l'article 25 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, l'indemnité visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est accordée lorsque le travailleur indépendant se trouve en dehors du territoire belge conformément à l'article 3, § 2, alinéa 2."

**Art. 95.** Dans la même loi, il est inséré un article 4/2 rédigé comme suit :

"Art. 4/2. Dans l'article 6, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le deuxième tiret est remplacé par ce qui suit :

"- présenter, en cas d'adoption internationale, une copie de l'attestation d'enregistrement d'une décision étrangère établissant une adoption conformément à l'article 367-2 du Code civil, délivrée par le Service adoption internationale du SPF Justice, ou une copie du document qui montre l'approbation, par l'autorité centrale communautaire compétente, de la décision de confier l'enfant à l'adoptant conformément à l'article 361-3, 5<sup>o</sup> ou l'article 361-5, 4<sup>o</sup> du Code civil lorsque le travailleur indépendant prend le congé d'adoption conformément à l'article 3, § 2, alinéa 2;"

2<sup>o</sup> le paragraphe est complété par un troisième tiret rédigé comme suit :

"- présenter, lorsque le travailleur indépendant utilise le droit visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et qu'il y a deux parents adoptifs, une déclaration sur l'honneur attestant, selon le cas, de la répartition de ces semaines entre les deux parents adoptifs ou de l'attribution de cette semaine ou de ces semaines au seul parent adoptif qui utilise ce droit."

**Art. 96.** Dans la même loi, il est inséré un article 4/3 rédigé comme suit :

"Art. 4/3. L'article 18bis de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, inséré par la loi du 16 juillet 2015, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

" § 4. Une allocation de congé parental d'accueil est accordée en faveur des travailleurs indépendants qui accueillent un enfant mineur dans leur famille à l'occasion d'un placement de longue durée.

Het recht op deze bijkomende week of weken gaat telkens in voor de adoptieverloven die ten vroegste vanaf de inwerkingtreding van de betrokken verlenging aanvangen. In geval van twee adoptieouders worden deze bijkomende weken onderling tussen hen verdeeld waarbij er, in voorkomend geval, rekening wordt gehouden met het recht op adoptieverlof van de andere adoptieouder bedoeld in artikel 30ter van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De maximumduur van het adoptieverlof wordt verdubbeld wanneer het minderjarige kind getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 % of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler 1 van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag of dat tenminste 9 punten toegekend worden in de drie pijlers samen van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag.

De maximumduur van het adoptieverlof wordt met twee weken per adoptieouder verlengd bij de gelijktijdige adoptie van meerdere minderjarige kinderen.

§ 2. De periode van adoptieverlof bedoeld in paragraaf 1 vangt aan op de dag die door de zelfstandige wordt gekozen, maar ten vroegste op de dag van de inschrijving van het kind in de hoofdverblijfplaats van de adoptant en uiterlijk twee maanden na deze inschrijving.

Niettemin kan het adoptieverlof, in geval van een interlandelijke adoptie, al een aanvang nemen vanaf de dag na de goedkeuring van de beslissing door de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap om het kind aan de adoptant toe te vertrouwen overeenkomstig artikel 361-3, 5<sup>o</sup> of artikel 361-5, 4<sup>o</sup> van het Burgerlijk Wetboek, teneinde het kind op te halen in de Staat van herkomst met het oog op zijn daadwerkelijke onthaal in het gezin.

§ 3. Tijdens de periode van adoptieverlof bedoeld in paragraaf 1 mag de zelfstandige, ten persoonlijke titel, geen enkele beroepsactiviteit uitoefenen. Indien de zelfstandige ervoor kiest om niet het toegestane maximum aantal weken van deze periode op te nemen, dient deze ten minste een week of een veelvoud van een week te bedragen."

**Art. 94.** In dezelfde wet wordt een artikel 4/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 4/1. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

" § 3. In afwijking van artikel 25 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 wordt de uitkering bedoeld in paragraaf 1 toegekend wanneer de zelfstandige zich buiten het Belgische grondgebied bevindt overeenkomstig artikel 3, § 2, tweede lid."

**Art. 95.** In dezelfde wet wordt een artikel 4/2 ingevoegd, luidende :

Art. 4/2. In artikel 6, § 2, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het tweede streepje wordt vervangen als volgt :

"- indien het een interlandelijke adoptie betreft, een kopie van het bewijs van registratie van een buitenlandse beslissing houdende een adoptie overeenkomstig artikel 367-2 van het Burgerlijk Wetboek, afgeleverd door de Dienst internationale adoptie van de FOD Justitie, voor te leggen, of een kopie van het document voor te leggen dat de goedkeuring van de beslissing door de bevoegde centrale autoriteit van de gemeenschap om het kind aan de adoptant toe te vertrouwen overeenkomstig artikel 361-3, 5<sup>o</sup> of artikel 361-5, 4<sup>o</sup> van het Burgerlijk Wetboek bewijst als de zelfstandige het adoptieverlof overeenkomstig artikel 3, § 2, tweede lid opneemt;"

2<sup>o</sup> de paragraaf wordt aangevuld met een derde streepje, luidende :

"- indien de zelfstandige gebruik maakt van het recht bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, en er twee adoptieouders zijn, een verklaring op eer voor te leggen die, al naargelang van het geval, de verdeling van deze weken tussen de twee adoptieouders vastlegt of de toewijzing van deze week of weken aan de enige adoptieouder vastlegt die van dit recht gebruik maakt."

**Art. 96.** In dezelfde wet wordt een artikel 4/3 ingevoegd, luidende :

"Art. 4/3. Artikel 18bis van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, ingevoegd bij de wet van 16 juli 2015, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

" § 4. Een uitkering wegens pleegouderverlof wordt toegekend ten gunste van zelfstandigen die een minderjarig kind in hun gezin onthalen naar aanleiding van langdurige pleegzorg.

Sont visés par cette allocation de congé parental d'accueil, les travailleurs indépendants qui ont la qualité de titulaire en matière d'assurance indemnités telle que prévue pour les travailleurs indépendants, aidants et conjoints aidants.

L'action en paiement ou en récupération de l'allocation de congé parental d'accueil se prescrit par deux ans conformément aux dispositions de l'article 174 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994.

Le Roi peut déterminer, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités d'octroi de cette allocation de congé parental d'accueil :

- 1) les conditions d'octroi;
- 2) les institutions et organismes compétents pour l'octroi et la gestion;
- 3) la procédure de demande;
- 4) la période d'octroi, le montant et les modalités de paiement."

**Art. 97.** Dans l'article 5 de la même loi, les mots "l'article 4" sont remplacés par les mots "les articles 4, 4/1 et 4/2".

**Art. 98.** L'article 6 de la loi du 6 septembre 2018 modifiant la réglementation en vue de renforcer le congé d'adoption et d'instaurer le congé parental d'accueil est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"Les articles 2, 2/1 et 3 ne s'appliquent qu'aux demandes qui sont introduites auprès de l'employeur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et pour autant que le congé prenne cours au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les articles 4, 4/1 et 4/2 sont uniquement applicables aux congés d'adoption qui débutent au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019."

**Art. 99.** Ce chapitre entre en vigueur le 31 décembre 2018.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2018.

## PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
K. PEETERS

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

La Ministre des Affaires sociales,  
M. DE BLOCK

Le Ministre des Pensions,  
D. BACQUELAINE

Le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la Fraude fiscale,

A. DE CROO

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des P.M.E.,  
de l'Agriculture, et de l'Intégration sociale,  
D. DUCARME

La Ministre du Budget et de la Fonction publique,  
S. WILMES

Le secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Fraude sociale,  
Ph. DE BACKER

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))

Documents : K54-3355

Compte rendu intégral : 16 novembre 2018.

Worden beoogd door deze uitkering wegens pleegouderverlof, de zelfstandigen die de hoedanigheid van gerechtigde hebben in de uitkeringsverzekering voorzien voor de zelfstandigen, helpers en meewerkende echtgenoten.

De vordering tot uitbetaling of tot terugbetaling van de uitkering wegens pleegouderverlof verjaart na twee jaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 174 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de toekenningsregels van deze uitkering wegens pleegouderverlof bepalen :

- 1) de toekenningsvoorwaarden;
- 2) de instellingen en organen bevoegd voor de toekenning en het beheer;
- 3) de aanvraagprocedure;
- 4) de toekenningsperiode, het bedrag en de betalingswijze."

**Art. 97.** In artikel 5 van dezelfde wet worden de woorden "artikel 4" vervangen door de woorden "de artikelen 4, 4/1 en 4/2".

**Art. 98.** Artikel 6 van de wet van 6 september 2018 tot wijziging van de regelgeving met het oog op de versterking van het adoptieverlof en tot invoering van het pleegouderverlof wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"De artikelen 2, 2/1 en 3 zijn enkel van toepassing op aanvragen die bij de werkgever worden ingediend vanaf 1 januari 2019 en voor zover het verlof ten vroegste aanvangt vanaf 1 januari 2019.

De artikelen 4, 4/1 en 4/2 zijn enkel van toepassing op de adoptieverloven die ten vroegste vanaf 1 januari 2019 een aanvang nemen."

**Art. 99.** Dit hoofdstuk treedt in werking op 31 december 2018.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 december 2018.

## FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
K. PEETERS

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

De Minister van Sociale Zaken,  
M. DE BLOCK

De Minister van Pensioenen,  
D. BACQUELAINE

De Minister van Financiën,  
belast met bestrijding van de fiscale fraude,  
A. DE CROO

De Minister van Middenstand,  
Zelfstandigen, K.M.O.'s, Landbouw en Maatschappelijke Integratie,  
D. DUCARME

De Minister van Begroting en van Ambtenarenzaken,  
S. WILMES

De staatssecretaris voor Bestrijding van de sociale fraude,  
Ph. DE BACKER

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Stukken : K54-3355

Integraal verslag : 16 november 2018.